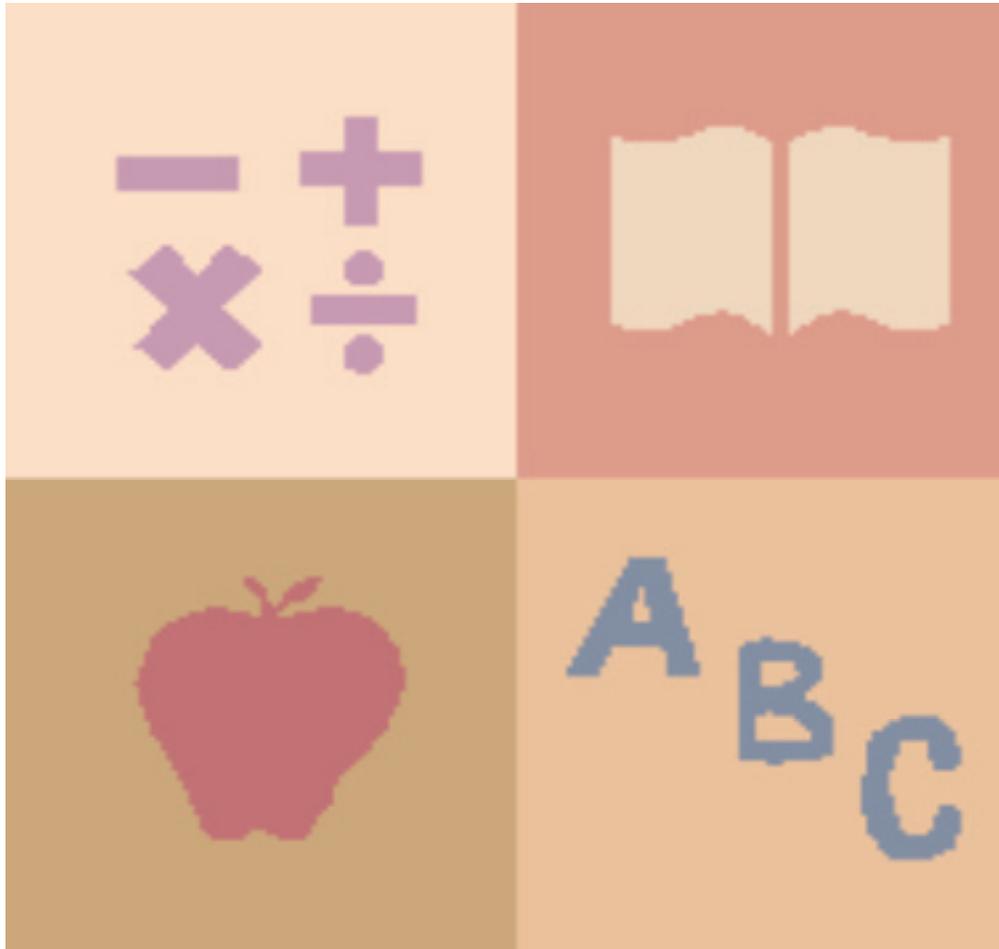


Procédures de protection des droits parentaux



**Maryland State Department of Education
(Département d'État de l'éducation du Maryland)**

Division of Special Education/Early Intervention Services
(Division d'éducation spéciale/Services d'intervention précoce)

Juillet 2005

**Maryland State Board of Education
(Conseil de l'éducation de l'État du Maryland)**

Edward L. Root, Président
Lelia Thompson Allen
J. Henry Butta
Calvin D. Disney
Karabelle A. L. Pizzigati
David F. Tufaro

Dunbar Brooks, Vice-président
Jo Ann T. Bell
Beverly A. Cooper
Clarence Hawkins
Maria C. Torres-Queral
Joshua L. Michael, Membre étudiant

Nancy S. Grasmick, Secrétaire
Surintendante d'État des écoles

Richard A. Steinke
Surintendant d'État adjoint
Instruction et accélération académique

Carol Ann Baglin
Surintendante d'état adjointe
Division d'éducation spéciale/Services d'intervention précoce

Robert L. Ehrlich, Jr.
Gouverneur

Maryland State Department of Education
200 West Baltimore Street
Baltimore, MD 21201

Le Maryland State Department of Education ne pratique aucune discrimination en fonction de la race, de la couleur, du sexe, de l'âge, de l'origine nationale, de la religion ou de l'incapacité, que ce soit en matière d'emploi ou dans l'offre d'accès aux programmes. Pour tout renseignement attenant à la politique des services éducatifs, contacter le bureau de l'Equity and Compliance Branch - Tél. : (410) 767-0433 ; ATS : (410) 333-3045; Télécopie : (410) 767-0431. Conformément avec la loi Americans with Disabilities (ADA), le présent document est disponible sous divers formats sur demande. Contactez la Division of Special Education/Early Intervention Services (Division d'éducation spéciale/Services d'intervention précoce), Maryland State Department of Education (Département d'État de l'éducation du Maryland) en composant le (410) 767-0858 (téléphone), le (410) 333-8165 (fax) ou le (410) 333-0731 (ATS).

Le présent document a été développé et produit par la Division of Special Education/Early Intervention Services (Division d'éducation spéciale/Services d'intervention précoce), Subvention IDEA partie B n° HO27A040035A, avec des fonds provenant du U.S. Department of Education, Office of Special Education and Rehabilitative Services. Les points de vue exprimés par les présentes ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'U.S. Department of Education ou de tout autre organisme fédéral et ne doivent pas être considérés comme tels. La Division of Special Education/Early Intervention Services (Division d'éducation spéciale/Services d'intervention précoce) reçoit des financements de la part de l'Office of Special Education Programs, de l'Office of Special Education et des Rehabilitation Services du US Department of Education. L'information est libre de droits d'auteur. Les lecteurs sont encouragés à copier et partager l'information, nous vous demandons simplement de bien vouloir en mentionner sa provenance, à savoir : Division of Special Education/Early Intervention Services (Division d'éducation spéciale/Services d'intervention précoce) du State Department of Education (Département d'État de l'éducation du Maryland).



Sommaire

1RE PARTIE – GARANTIES PROCÉDURALES	1
2E PARTIE – AVIS PRÉALABLE	1
3E PARTIE – CONSENTEMENT	2
4E PARTIE – PROCESSUS D’ÉVALUATION SCOLAIRE	3
5E PARTIE – ÉVALUATION SCOLAIRE EXTERNE.....	5
6E PARTIE – PROGRAMME D’ÉDUCATION INDIVIDUALISÉ (ACRONYME ANGLAIS, IEP).....	6
7E PARTIE – SERVICES DISPONIBLES AU-DELÀ DE L’ANNÉE SCOLAIRE	11
8E PARTIE – TRANSITION DU PROGRAMME DES NOURRISSONS ET TOUT-PETITS	11
9E PARTIE – PROCÉDURES CONCERNANT LES DOSSIERS SCOLAIRES.....	12
10E PARTIE – APPLICATION DE SANCTIONS DANS LE CAS DES ÉLÈVES HANDICAPÉS.....	14
11E PARTIE – PLACEMENT DES ÉLÈVES DANS LES ÉCOLES PRIVÉES PAR LEURS PARENTS.....	16
12E PARTIE – SUBSTITUT PARENTAL.....	17
13E PARTIE – TRANSFERT DES DROITS DES PARENTS À L’ÂGE DE LA MAJORITÉ	18
14E PARTIE – RÉOLUTION DES DÉSACCORDS	19
15E PARTIE – HONORAIRES D’AVOCATS	23

1re PARTIE – GARANTIES PROCÉDURALES

Les mesures de protection contenues dans ce document sont établies aux termes de la Individuals with Disabilities Education Improvement Act de 2004 (IDEA 2004), de la 20 U.S.C. §1400 ss., et de la COMAR 13A.05.01.01-.16 mettant en oeuvre les dispositions d'IDEA 2004. Chacun des services publics¹ établira, maintiendra en place et mettra en oeuvre des garanties procédurales répondant aux exigences d'IDEA 2004. Une copie de ces mesures de protection devra être transmise aux parents² une fois par an seulement, sauf dans la mesure où une copie sera remise aux parents :

- sur renvoi initial ou demande d'évaluation des parents ;
- à la première présentation d'un formulaire de plainte conformément à la Section 615(b)(6) ; et
- sur demande d'un parent.

Toute institution publique peut placer une copie actualisée des garanties procédurales sur son site Web si un tel site existe.

Les garanties procédurales doivent prévoir une explication complète des procédures en question rédigée de façon très compréhensible dans la langue maternelle des parents, à moins que cela ne soit évidemment pas possible. Si la langue maternelle ou tout autre véhicule de communication des parents n'est pas une langue écrite, l'institution publique devra prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les garanties procédurales soient traduites oralement ou par tout autre moyen dans la langue maternelle ou tout autre véhicule de communication des parents. Il existe un témoignage écrit documentant le fait que l'avis a été traduit et que les parents ont compris le contenu des garanties procédurales.

Les parents d'un élève handicapé doivent avoir la possibilité d'inspecter et d'examiner tous les dossiers scolaires concernant l'identification, l'évaluation, le placement scolaire de l'enfant et l'éducation gratuite appropriée dans une école publique (FAPE). *Pour de plus amples informations, veuillez consulter la 9e Partie – Procédures concernant les dossiers scolaires.* Les parents d'un élève handicapé doivent également avoir la possibilité de participer aux réunions organisées aux fins d'identification, d'évaluation, de placement scolaire et d'éducation gratuite appropriée de l'enfant dans une école publique (FAPE). *Pour de plus amples informations, veuillez consulter la 7e Partie – Programme d'éducation individualisé (IEP).* Pour recevoir des exemplaires supplémentaires de ce document, veuillez contacter l'école que fréquente l'enfant.

2e PARTIE – AVIS PRÉALABLE

L'institution publique doit donner aux parents un avis préalable écrit, toutes les fois qu'elle propose ou refuse d'initier ou de modifier l'identification, l'évaluation, le programme d'éducation, le placement scolaire d'un enfant, ou son éducation gratuite appropriée dans une école publique (FAPE). Si l'avis préalable écrit concerne une action proposée par l'institution publique qui nécessite également le consentement parental, l'institution publique peut donner l'avis préalable écrit en même temps qu'elle exige le consentement parental. L'avis préalable écrit doit comprendre :

- une description de(s) l'action(s) que l'institution propose ou refuse d'entreprendre ;
- la raison pour laquelle l'institution publique propose ou refuse d'entreprendre ladite action ;
- un énoncé de toute autre option envisagée auparavant par l'institution publique et les raisons pour lesquelles ces options ont été écartées ;
- des informations indiquant les procédures d'évaluation, d'examen, de dossiers ou de rapports reçus par l'institution publique sur lesquelles est fondée la proposition ou le refus d'entreprendre ladite ou lesdites actions ;
- des informations sur tous les autres facteurs pertinents sur lesquels s'appuie l'institution publique dans sa proposition ou son refus ;
- une déclaration faisant état des types de protection dont jouissent les parents d'un élève handicapé, selon les garanties procédurales de cette partie et, si cet avis préalable n'est pas une notification initiale d'évaluation, des renseignements indiquant comme se procurer un exemplaire des Garanties procédurales ; et

¹COMAR 13A.05.01.03B(52) définit une "institution publique" comme une entité dépendant de l'Etat ou entité administrative ou semi-administrative locale chargée d'assurer une éducation publique gratuite appropriée aux élèves handicapés. Ce terme couvre les systèmes locaux d'enseignement, le MSDE, le Department of Health and Mental Hygiene (ministère de la santé et de l'hygiène mentale) le Department of Juvenile Services (ministère des services aux jeunes), la Maryland School for the Deaf et les établissements correctionnels pour adultes.

²Par parent on entend un parent naturel, adoptif ou de famille d'accueil (à moins que les membres des familles d'accueil ne soient interdits de faire fonction de parent aux termes d'une loi d'Etat) ; un tuteur (mais pas l'Etat si l'enfant est un pupille de l'Etat) ; une personne agissant en lieu de parent naturel ou adoptif (y compris un grand-parent, un beau-parent ou un autre parent naturel) avec lequel l'enfant vit, une personne juridiquement responsable du bien-être de l'enfant, ou une personne désignée pour servir de substitut parental. Bien que les statuts incluent un parent de famille d'accueil dans la définition de "parent", cette même définition dans l'article relatif à l'éducation §8-412, Annotated Code of Maryland, ne le fait pas à moins que le parent d'accueil ne soit un parent de la famille naturelle ou un beau-parent. Par conséquent, les personnes faisant office de parents d'accueil et n'appartenant ni à la famille naturelle, ni à la belle-famille, doivent être désignés comme substitut parental pour représenter l'enfant dans les procédures décisionnelles en matière d'éducation. *Pour de plus amples informations, veuillez consulter la 12e Partie – Substitut parental.*

- une liste de ressources que les parents peuvent contacter pour les aider à comprendre les stipulations de l'IDEA.

L'avis préalable doit être rédigé dans une langue compréhensible par le grand public et fourni dans la langue maternelle des parents ou tout autre véhicule de communication utilisé par les parents, à moins qu'il ne soit impossible de le faire. Si la langue maternelle ou tout autre véhicule de communication des parents n'est pas une langue écrite, l'institution publique doit prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que :

- l'avis est traduit oralement, ou par tout autre moyen, pour les parents dans leur langue maternelle ou tout autre véhicule de communication ;
- les parents comprennent le contenu de l'avis ; et
- il existe un témoignage écrit documentant le fait que l'avis a été traduit et que les parents en ont compris son contenu.

Le parent d'un enfant handicapé peut choisir de recevoir les notifications couvertes par la présente section par messagerie électronique (email) dans le cas où l'institution publique intéressée rend cette option disponible.

3e PARTIE – CONSENTEMENT

Voici ce qu'implique un consentement comme parents :

- avoir reçu toutes les informations nécessaires au sujet de l'activité pour laquelle le consentement est requis, dans la langue maternelle des parents ou tout autre véhicule de communication ;
- comprendre et autoriser par écrit l'activité pour laquelle leur consentement est requis ; le consentement décrit cette activité et indique, le cas échéant, quels dossiers seront communiqués et à qui ils le seront ;
- comprendre que l'accord du consentement est volontaire de la part des parents et peut être annulé à tout moment.

Si les parents retirent leur consentement, cette annulation ne rétroagit pas. En d'autres termes, elle n'invalide pas les activités qui ont eu lieu entre le moment où le consentement a été donné et celui où il a été annulé.

Généralités

Une institution publique doit obtenir le consentement parental avant de mener une première évaluation ou une nouvelle évaluation, et avant que l'enfant ne commence à recevoir, pour la première fois, les cours d'éducation spéciale et les services auxiliaires. Le consentement d'une première évaluation ne peut être interprété comme un consentement de placement initial pour offrir, pour la première fois, les cours d'éducation spéciale et les services auxiliaires à un élève handicapé. Le consentement parental n'est pas requis avant d'examiner les données existantes, dans le cadre d'une évaluation ou d'une nouvelle évaluation, ou avant d'administrer un examen ou toute autre évaluation administrée à tous les enfants à moins que, avant l'administration de cet examen ou cette évaluation, le consentement ne soit requis de la part des parents de tous les enfants.

Refus parental

Si les parents refusent de donner leur consentement pour les premières évaluations préliminaires ou les nouvelles évaluations, l'institution publique a le droit de solliciter une médiation ou une audition garantie par les procédures ; elle doit, dans ce cas, notifier les parents de sa demande d'audition et de la disponibilité de médiation. *Pour de plus amples informations, veuillez consulter la 14e Partie – Résolution des désaccords.*

Au cas où les parents refuseraient la prestation initiale des services dans le cadre du programme IDEA ou ne répondraient pas à la demande de mise en place desdits services, l'institution publique **n'offrira pas** à l'enfant les services d'éducation spéciales et autres services associées.

L'institution publique **ne pourra pas**:

- faire recours à la médiation et autres procédures garanties d'audience pour assurer des services d'éducation spéciales et autres services associées à l'enfant ;
- être considérée comme en infraction en regard de l'obligation de la mise à disposition des services inclus dans le FAPE du fait qu'elle n'assure pas les services d'éducation spéciales et autres services ; et
- être sommée de convoquer une réunion du programme d'éducation individualisé (IEP) ou de développer un tel programme.

Consentement pour les pupilles de l'Etat

Si un enfant est confié à la garde de l'Etat et ne réside pas avec ses parents, l'institution concernée devra faire tout effort raisonnable pour obtenir le consentement éclairé des parents de l'enfant afin qu'une première évaluation établisse si l'enfant est affecté d'un handicap.

L'institution ne sera pas tenue d'obtenir le consentement éclairé des parents de l'enfant afin qu'une première évaluation établisse si l'enfant est affecté d'un handicap dans les cas suivants :

- en dépit des efforts raisonnables pour obtenir ledit consentement, l'institution concernée ne peut retrouver trace des parents de l'enfant ;
- les droits des parents de l'enfant ont été suspendus conformément aux lois d'Etat ; ou
- la décision d'un juge en matière d'éducation subroge aux droits des parents de prendre des décisions en la matière conformément aux lois d'Etat et le consentement pour une première évaluation a été donné par une personne désignée par le juge en question pour représenter l'enfant.

Absence de réponse à une demande de nouvelle évaluation

L'institution publique doit essayer d'obtenir le consentement parental éclairé avant de procéder à une nouvelle évaluation de l'enfant. Le consentement éclairé parental n'est pas nécessaire pour une nouvelle évaluation si l'institution publique est en mesure de prouver qu'elle a entrepris des démarches raisonnables pour obtenir le consentement parental et que les parents de l'enfant n'ont pas répondu. Si les parents ne répondent pas à un avis préalable écrit de l'institution publique concernant l'intention de celle-ci d'effectuer une nouvelle évaluation de l'enfant et que l'institution publique est en mesure de prouver qu'elle a entrepris des démarches raisonnables pour obtenir le consentement parental, l'institution publique peut alors effectuer la nouvelle évaluation sans le consentement parental. Pour prouver qu'elle a entrepris des démarches raisonnables, l'institution publique doit tenir un dossier de toutes les tentatives de l'institution en vue d'obtenir le consentement parental, tel que :

- registre détaillé des coups de téléphone effectués ou tentés, et le résultat de ces derniers ;
- copies de toute correspondance envoyée aux parents et toute réponse reçue ; et
- registre détaillé des visites effectuées au domicile ou lieu de travail des parents et le résultat de ces dernières.

Limitation

Sauf dans la mesure des conditions relatives à une évaluation initiale, à une réévaluation ou à la première offre de services d'éducation spéciale et de services auxiliaires, une institution publique n'est pas autorisée à utiliser le refus de consentement des parents à un service ou une activité pour refuser aux parents ou à l'enfant tout autre service, avantage ou activité de l'institution publique sauf tel que requis par l'IDEA.

4e PARTIE – PROCESSUS D'ÉVALUATION SCOLAIRE

Évaluations préliminaires

Les évaluations préliminaires sont des procédures personnalisées pour chaque étudiant. Une institution publique peut appliquer divers instruments et stratégies d'évaluation pour réunir suffisamment d'informations utiles sur l'enfant en ce qui concerne les aspects fonctionnels, de développement et académiques et pour contribuer ainsi à établir si l'enfant est affecté d'un handicap et quel sera le contenu du programme IEP : ces informations incluront les éléments relatifs aux progrès dans le cadre du cursus régulier ou, pour un enfant d'âge préscolaire, à sa participation dans les activités appropriées. Les évaluations préliminaires comprennent les épreuves écrites, les observations, les renseignements fournis par les parents et d'autres sources d'informations ; elles sont :

- conçues et administrées de façon à ne pas être discriminatoires, du point de vue racial ou culturel ;
- présentées dans la langue maternelle de l'enfant ou avec tout autre mode approprié de communication et sous la forme la mieux indiquée pour obtenir des renseignements précis sur ce que l'enfant sait et peut faire du point de vue académique, développemental ou fonctionnel, à moins qu'il ne soit pas possible de le faire ou de mettre de tels moyens à disposition.
- exploitées aux fins pour lesquelles les évaluations et mesures sont prévues et adaptées ;
- appliquées par des professionnels dûment formés et versés en accord avec les instructions fournis par les réalisateurs du test ;
- conçues afin d'identifier les besoins pédagogiques, et non seulement pour obtenir un simple quotient d'intelligence général ; et
- choisies de façon à refléter avec précision la capacité ou les réalisations de l'élève, plutôt que ses déficiences sensorielles, manuelles ou élocutoires, sauf s'il s'agit spécifiquement d'évaluer ces facteurs.

Chaque rapport de procédures d'évaluation préliminaire devra inclure ce qui suit :

- une description de la performance de l'enfant dans chaque domaine de handicap soupçonné ;
- des informations fonctionnelles, cognitives, développementales, comportementales et physiques ;
- les implications pédagogiques de la participation de l'enfant au programme d'études général ou, s'il n'a pas atteint l'âge scolaire, sa participation à des activités appropriées ; et
- pour toute évaluation non administrée dans des conditions normales, une description de la façon des variations par rapport aux procédures normales d'administration.

Évaluation

Par évaluation, on entend les procédures utilisées conformément aux réglementations fédérales et de l'État pour ce qui est des procédures d'évaluation et de détermination d'admissibilité, afin de déterminer si l'enfant est handicapé et d'établir les besoins pédagogiques de l'enfant. Une évaluation complète et personnalisée est effectuée avant l'offre initiale d'éducation spéciale et de services auxiliaires à un élève handicapé en vertu de l'IDEA. Une évaluation a lieu dans le cadre d'une réunion de l'équipe IEP et d'autres professionnels qualifiés, au besoin, pour examiner ce qui suit :

- données existantes et résultats des évaluations préliminaires ;
- évaluations et informations fournies par les parents ;
- évaluations préliminaires actuelles au niveau de la classe, y compris les programmes d'évaluation de l'État et du district et les observations ;
- observations des enseignants et du personnel des services auxiliaires à déterminer :
 - si l'enfant est un élève handicapé ;
 - les besoins pédagogiques de l'enfant ;
 - le niveau actuel des résultats académiques et des besoins développementaux ;
 - l'éducation spéciale et les services auxiliaires dont l'enfant a besoin, que ceux-ci soient communément associés ou non à la catégorie de handicap dans laquelle l'enfant a été classé ; et
 - s'il est nécessaire d'ajouter ou de modifier les éléments au programme de l'enfant pour que ce dernier atteigne les objectifs de l'IEP et puisse, éventuellement, être inscrit au programme régulier d'études.

L'évaluation initiale doit être assez complète pour s'assurer qu'un enfant est évalué dans tous les domaines associés au handicap présumé, y compris, le cas échéant :

- les performances scolaires ;
- la communication ;
- l'intelligence en général ;
- la santé, y compris l'ouïe et la vision ;
- les capacités motrices ; et
- l'état social, l'état affectif et l'état comportemental.
- Aucune procédure n'est utilisée isolément pour déterminer si un enfant appartient à la catégorie des enfants handicapés et pour définir le programme éducatif approprié pour l'enfant.
- Un enfant ne pourra pas être reconnu comme un élève handicapé ayant besoin d'une éducation spéciale et des services auxiliaires si le facteur déterminant consiste en un manque d'une instruction appropriée en termes de lecture, notamment les éléments essentiels de l'apprentissage de la lecture :
 - initiation phonémique ;
 - phonétique ;
 - développement en termes de vocabulaire ;
 - capacités de lecture, notamment verbales ; et
 - stratégies de compréhension en lecture.
- manque d'instruction en mathématiques ou de connaissance de la langue anglaise.

Délai de complétion de l'évaluation initiale

Les parents d'un enfant ou l'institution publique peuvent présenter une demande d'évaluation initiale afin d'établir si l'enfant est handicapé. Cette évaluation initiale doit être complétée au plus dans les 60 jours à compter de la date de réception du consentement des parents à la tenue de cette évaluation. Ce délai de 60 jours ne s'applique pas à une institution publique locale si :

- un enfant s'inscrit dans une école gérée par l'institution publique après que les parents aient donné leur accord à une évaluation initiale au sein d'une autre institution publique et l'enfant est passé dans la première institution avant qu'il n'ait été établi qu'il était ou non affecté d'un handicap, mais seulement dans le cas où la seconde institution publique a fait suffisamment de progrès en vue de la réalisation rapide de l'évaluation requise et les parents et ladite institution ont convenu d'un moment spécifique pour complétion de l'évaluation ; ou
- le parent d'un enfant ne présente pas l'enfant à l'évaluation, ou refuse de le faire, plusieurs fois de suite.

Si, lors de l'évaluation initiale, l'équipe IEP établit que l'enfant a un handicap et qu'il a besoin d'éducation spéciale et des services auxiliaires, elle doit se réunir dans un délai de 30 jours à compter de l'évaluation initiale pour préparer l'IEP de l'enfant. L'institution publique devra fournir aux parents un exemplaire de la décision de l'évaluation de l'équipe IEP.

Nouvelle évaluation

Une institution publique doit veiller à ce qu'une réévaluation de chaque enfant handicapé soit effectuée si :

- l'institution publique établit que les besoins pédagogiques et en services auxiliaires de l'enfant, notamment en termes d'amélioration des résultats scolaires et performances fonctionnelles, militent en faveur d'une réévaluation ; ou
- les parents ou l'enseignant de l'enfant demandent une réévaluation..

Les réévaluations ne peuvent être effectuées plus d'une fois par an, à moins que les parents et l'institution publique n'en conviennent diversement ; elles doivent être effectuées au moins une fois tous les trois ans à moins que les parents et l'institution publique ne conviennent ensemble qu'une réévaluation n'est pas nécessaire. Dans la mesure du possible, l'institution publique doit encourager une consolidation entre les réunions de réévaluation de l'enfant et d'autres réunions de l'équipe IEP chargée de l'enfant.

L'équipe IEP examinera alors les données d'évaluation existantes, y compris les renseignements que les parents fourniront, ainsi que les données d'évaluation et les observations recueillies au niveau de la classe, de l'État ou du district, en vue de décider s'il est nécessaire d'obtenir des données supplémentaires afin de déterminer :

- si l'enfant souffre toujours d'un handicap justifiant son affectation à un programme d'éducation spéciale et aux services auxiliaires ;
- le niveau actuel des résultats scolaires de l'enfant et les besoins développementaux attendants ; et
- s'il est nécessaire d'ajouter ou de modifier les éléments au programme de l'enfant pour que ce dernier atteigne les objectifs de l'IEP et puisse, éventuellement, être inscrit au programme régulier d'études.

Si l'équipe IEP établit qu'il y a lieu d'obtenir des données supplémentaires, ces évaluations auront lieu après en avoir notifié les parents et après leur avoir demandé leur consentement. L'équipe IEP examinera les résultats des évaluations dans les 90 jours après la réunion de ladite équipe. Si l'équipe IEP établit qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir de données supplémentaires, l'institution publique en avertira les parents et leur communiquera les motifs de cette décision. L'institution publique n'a pas à effectuer d'évaluation, à moins que les parents de l'enfant n'en fassent la demande.

Fin des services

Avant de pouvoir déclarer qu'un enfant n'appartient plus à la catégorie des enfants souffrant d'un handicap, l'institution publique doit effectuer réévaluer l'enfant conformément aux réglementations fédérales et de l'État. Cette réévaluation n'est pas requise avant la fin de l'admissibilité de l'enfant en vertu de la Partie B des dispositions d'IDEA, par suite de l'obtention du diplôme régulier d'études secondaires ou parce que l'enfant a dépassé l'âge d'admissibilité à la FAPE en vertu de la législation de l'État.

5e PARTIE – ÉVALUATION SCOLAIRE EXTERNE

Définitions

- Une évaluation scolaire externe (ou IEE, de l'anglais « Independent Educational Evaluation ») représente les examens et procédures d'évaluation administrés par une personne qualifiée qui n'est pas employée par l'institution publique chargée de l'éducation de l'enfant.
- Il faut entendre, par « aux frais de l'État », que l'institution publique prend entièrement à sa charge les frais de l'évaluation ou s'assure autrement que l'évaluation soit effectuée sans frais de la part des parents.

Les parents d'un élève handicapé ont le droit d'obtenir une évaluation scolaire externe de l'enfant en vertu de l'IDEA sous réserve des procédures indiquées ci-dessous. Sur demande d'une évaluation scolaire externe, l'institution publique indiquera aux parents où s'adresser pour obtenir une évaluation scolaire externe et leur fournira les informations relatives à ses critères applicables.

Critères des institutions publiques

Lorsqu'une évaluation scolaire externe est effectuée aux frais de l'État, les critères selon lesquels cette dernière est obtenue, y compris le lieu de l'évaluation et les qualifications de l'examineur, doivent être les mêmes que ceux utilisés par une institution publique lorsqu'elle initie une évaluation, dans la mesure où ces critères sont en accord avec le droit des parents à une évaluation scolaire externe. À l'exception des critères décrits ci-dessus, une institution publique n'a pas le droit d'imposer de conditions ou de limites quant à l'obtention d'une évaluation scolaire externe aux frais de l'État.

Droit parental de réclamer une évaluation aux frais de l'État

Les parents ont le droit de réclamer une évaluation scolaire externe aux frais de l'État s'ils ne sont pas d'accord avec l'évaluation effectuée par l'institution publique. Si les parents réclament une évaluation scolaire externe aux frais de l'État, l'institution publique doit, dans les plus brefs délais, soit :

- initier une audition garantie par les procédures pour démontrer que sa propre évaluation est valable ; ou
- s'assurer qu'une évaluation scolaire externe soit effectuée aux frais de l'État, à moins que l'institution publique ne prouve par une audition garantie par les procédures que l'évaluation obtenue par les parents ne satisfait pas à ses critères.

Si l'institution publique initie une audition garantie par les procédures et que la décision finale est que l'évaluation de l'institution est valable, les parents ont toujours le droit à une évaluation scolaire externe, sans qu'elle ne soit aux frais de l'État. Si les parents réclament une évaluation scolaire externe, une institution publique peut leur demander la raison pour laquelle ils s'opposent à son évaluation. Il se peut, cependant, que l'explication des parents ne soit pas exigée et l'institution publique ne doit pas tarder, sans raison, à faire effectuer l'évaluation scolaire externe aux frais de l'État ou à initier une audition garantie par les procédures afin de défendre l'évaluation de l'institution publique.

Évaluation initiée par un parent

Les parents peuvent toujours exercer leur droit d'obtenir, à leurs frais, une évaluation scolaire externe par des professionnels qualifiés de leur choix. L'équipe IEP doit tenir compte des informations produites par l'évaluation initiée par les parents à leurs propres frais, à condition que cette dernière soit conforme aux critères de l'institution publique, dans ses décisions relatives à l'affectation de l'enfant à une FAPE. Les résultats de l'évaluation externe initiée par les parents peuvent également être présentés comme éléments de preuve à n'importe quelle audition garantie par les procédures concernant l'enfant.

Demande d'évaluation par un juge d'audition

Si un juge en droit administratif (ALJ) en association avec le Bureau des auditions administratives (OAH) réclame une évaluation scolaire externe comme élément d'une audition garantie par les procédures, le coût de l'évaluation doit être aux frais de l'État.

6e PARTIE – PROGRAMME D'ÉDUCATION INDIVIDUALISÉ (ACRONYME ANGLAIS, IEP)

Réunions de l'équipe IEP

L'institution publique adopte l'une approche d'équipe pour décider si un enfant appartient à la catégorie d'enfants handicapés, selon la définition de l'IDEA, et déterminer des besoins de l'enfant en matière d'éducation. Chaque institution publique est chargée d'initier et de diriger des réunions afin d'élaborer, d'analyser et de réviser l'IEP d'un étudiant handicapé et de décider du placement scolaire de l'enfant. Les parents de chaque élève handicapé doivent être notifiés et avoir la possibilité de participer à toute réunion de l'équipe IEP concernant leur enfant. Les parents sont membres de l'équipe IEP chargée de prendre des décisions concernant le placement scolaire de leur enfant. L'institution publique devra déployer des efforts raisonnables pour s'assurer que les parents comprennent et puissent participer à toute discussion de groupe concernant le placement scolaire de leur enfant, y compris mettre les services d'un interprète à la disposition de parents atteints de surdité ou dont la langue maternelle est autre que l'anglais.

Une fois que l'équipe IEP aura décidé de considérer l'enfant comme ayant besoin d'éducation spéciale et des services auxiliaires, elle devra se réunir dans un délai de 30 jours pour préparer l'IEP de l'enfant. En qualité de membres de l'équipe IEP, les parents ont le droit de réclamer, à tout moment, une révision de l'IEP de leur enfant.

Participation des parents aux réunions

Chaque institution publique devra prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer que l'un ou les deux parents de l'élève handicapé soient présents à chaque réunion de l'équipe IEP ou reçoivent la possibilité de participer. Les parents doivent être notifiés des réunions suffisamment à l'avance pour qu'ils puissent avoir la possibilité d'y être présents et de programmer la réunion à l'heure et l'endroit convenus d'un commun accord. L'avis doit indiquer l'objet, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que le nom des personnes présentes. L'avis doit également informer les parents que, à la discrétion des parents ou de l'institution publique, d'autres individus connaissant l'enfant ou pouvant lui offrir une attention professionnelle particulière, y compris le personnel des services auxiliaires, éventuellement, peuvent faire partie de l'équipe IEP. La détermination de la connaissance ou de l'expertise particulière de tout individu sera établie par la partie (parents ou institution publique) ayant invité l'individu à être membre de l'équipe IEP.

Pour un enfant souffrant d'un handicap à partir de l'âge de 14 ans ou même plus tôt, le cas échéant, l'avis doit également faire état du fait que l'une des raisons de la réunion est de préparer un document définissant les besoins de l'enfant en ce qui concerne les services de transition et que l'institution invitera l'enfant. Pour un enfant souffrant d'un handicap à partir de l'âge de 16 ans ou plus tôt, le cas échéant, l'avis doit faire état du fait que l'une des raisons de la réunion est d'envisager les services de transition requis pour l'enfant, que l'institution invitera l'enfant et identifiera toute autre institution qui sera invitée à envoyer un représentant.

La notification de toute réunion de l'équipe IEP convoquée afin d'élaborer, analyser ou réviser l'IEP d'un enfant, y compris la décision relative au placement scolaire, devra être donnée au moins dix (10) jours avant la date de la réunion, à moins qu'il ne s'agisse d'une réunion d'urgence ayant pour but de :

- étudier des problèmes d'ordre disciplinaire ;
- décider du placement de l'enfant, si celui-ci est un enfant handicapé ne bénéficiant pas, à ce moment, de services éducatifs ; ou
- répondre à d'autres besoins urgents de l'enfant pour qu'il puisse bénéficier de la FAPE.

Si aucun parent n'est en mesure d'être présent, l'institution publique devra employer d'autres moyens pour assurer la participation des parents, y compris appels téléphoniques individuels ou en conférence. Une réunion peut avoir lieu en l'absence des parents à condition que l'institution publique soit incapable de convaincre les parents que leur présence est fortement recommandée. L'équipe IEP peut prendre une décision de placement sans la participation des parents si l'institution publique se trouve dans l'impossibilité d'obtenir la participation parentale dans la décision. Dans ce cas, l'institution doit documenter ses tentatives visant à organiser une réunion à l'heure et l'endroit convenus d'un commun accord en constituant par exemple un registre détaillé des appels téléphoniques effectués ou tentés ainsi que les résultats de ces appels, en gardant une copie de toute correspondance envoyée aux parents et de toute réponse reçue et en tenant un registre détaillé des visites effectuées au domicile ou lieu de travail des parents et leurs résultats.

Ne sont pas incluses dans les réunions les conversations informelles ou non programmées mettant en jeu des employés de l'institution publique ou les conversations sur des questions telles que méthodologie pédagogique, plans de leçons ou coordination de l'affectation des services si ces questions ne sont pas abordées dans l'IEP de l'enfant. Ne sont pas non plus incluses dans les réunions les activités préparatoires que l'institution publique entreprend afin d'élaborer une proposition ou une réponse à une proposition parentale à discuter lors d'une réunion ultérieure.

L'équipe IEP

L'équipe IEP se compose des personnes suivantes :

- les parents, le tuteur ou le substitut parental de l'enfant ;
- au moins l'un des professeurs d'enseignement régulier de l'enfant, au cas où ce dernier participe actuellement ou devra peut-être participer aux programmes réguliers d'études. Si l'enfant n'a pas de professeur régulier ou s'il n'a pas atteint l'âge scolaire, ce rôle sera tenu par une personne qualifiée pour enseigner un enfant de son âge ;
- au moins l'un des enseignants d'éducation spéciale ou, si besoin est, un fournisseur de services assigné à l'enfant ;
- un représentant de l'institution publique qualifié pour assurer ou superviser une instruction spécialement conçue pour répondre aux besoins des enfants handicapés et connaissant le programme régulier d'études ainsi que les ressources dont disposent les institutions publiques ;
- une personne capable d'interpréter les implications des évaluations concernant l'éducation. Cet individu peut être l'un des membres de l'équipe de l'institution publique indiqués ci-dessus ;
- si tel est le souhait des parents ou de l'institution publique, d'autres individus connaissant l'enfant ou pouvant lui offrir une attention professionnelle particulière ;
- dans la mesure appropriée et sur accord des parents, l'institution publique doit inviter un représentant de toute autre institution publique impliquée éventuellement chargée d'assurer ou de payer des services de transition ; et
- le cas échéant, l'enfant. L'enfant sera invité à participer à la réunion de l'équipe IEP, et sa présence sera attendue, si le but de ladite réunion est d'étudier les objectifs post-secondaires de l'enfant et les services de transition requis pour aider celui-ci à réaliser ces objectifs.

Participation à l'équipe IEP

Un membre de l'équipe IEP n'est pas tenu de participer à une réunion de ladite équipe, en tout ou en partie, si le parent d'un enfant handicapé et l'institution publique conviennent par écrit que la participation dudit membre n'est pas requise du fait que son domaine académique ou les services auxiliaires intéressés ne seront pas modifiés ou abordés au cours de la réunion.

L'absence d'un membre de l'équipe IEP au cours de partie ou totalité d'une réunion de l'IEP peut être justifiée dans le cas où ladite réunion implique une modification ou une discussion intéressant le domaine académique ou des services auxiliaires couvert par ledit membre si :

- les parents, par écrit, et l'institution publique acceptent la justification ; et
- le membre soumet par écrit, aux parents et à l'équipe IEP, sa contribution au développement de l'IEP avant la réunion.

Contenu de l'IEP

L'IEP est élaboré par l'équipe et comprend :

- une présentation du niveau des résultats académiques de l'enfant et de ses performances fonctionnelles, notamment :
 - de quelle façon le handicap de l'enfant affecte la participation et les progrès de ce dernier dans le cursus académique régulier (c'est-à-dire, le même cursus d'études que celui des enfants sans handicap) ; ou
 - pour les enfants en âge pré-scolaire, de quelle façon le handicap affecte la participation de l'enfant dans les activités pré-scolaires ;
- une présentation des objectifs annuels quantifiables, notamment des objectifs académiques et fonctionnels conçus de façon à :
 - répondre aux besoins qui, au vu du handicap de l'enfant, résultent tels à permettre à ce dernier de participer et de progresser dans le cursus académique régulier ; et
 - répondre aux autres besoins pédagogiques de l'enfant découlant du handicap de ce dernier ;
- une description des repères ou objectifs à court terme ;
- une description de la façon dont seront mesurés les progrès de l'enfant dans la réalisation des objectifs annuels et de la fréquence des rapports périodiques sur les progrès de l'enfant dans la réalisation des objectifs annuels (par exemple, rapports trimestriels ou autres rapports périodiques produits parallèlement aux bulletins scolaires) ;
- une présentation de l'éducation spéciale et des services auxiliaires et aides et services additionnels à fournir à l'enfant ou en son nom, sur la base d'une recherche fiable et impartiale dans la mesure du possible, ainsi qu'une présentation des modifications au programme ou des soutiens au personnel scolaire qui seront fournis afin de permettre à l'enfant de :
 - progresser de façon satisfaisante vers la réalisation des objectifs annuels ;
 - s'insérer et progresser dans le cursus régulier d'études et participer dans des activités extra-scolaires et non-académiques ; et
 - être instruit et participer avec d'autres enfants handicapés et non ;
- une explication, le cas échéant, de la mesure dans laquelle l'enfant ne s'insérera pas dans le milieu scolaire régulier et autres activités régulières ;
- une présentation de toutes les dispositions individuelles appropriées requises pour quantifier les résultats académiques et performances fonctionnelles de l'enfant sur la base d'évaluations réalisées au niveau de l'Etat et du district ; et
- si l'équipe IEP décide que l'enfant doit être soumis à un examen autre que l'examen régulier d'Etat ou de district des résultats scolaires, l'exposé de la raison pour laquelle :
 - l'enfant ne peut pas participer à un examen régulier et
 - une évaluation alternative spécifique choisie est appropriée à l'enfant ; et
- la date prévue pour le commencement des services et modifications et une présentation anticipée de la fréquence, du lieu et de la durée de tels services et modifications.

Une institution publique devra assurer une éducation spéciale et les services auxiliaires à un enfant conformément à l'IEP de l'enfant et s'efforcer en toute bonne foi d'aider ce dernier à atteindre les buts et objectifs ou repères indiqués dans l'IEP. Ni l'institution publique, ni le professeur, ni personne d'autre ne seront tenus responsables si un enfant ne réalise pas les progrès escomptés dans les buts et repères ou objectifs annuels.

Rien dans IDEA 2004 ne demande que des informations supplémentaires ne soient ajoutées à l'IEP d'un enfant au-delà de ce qui est explicitement requis en section 614 de la loi ou n'exige que l'équipe IEP inclue des informations dans un élément de l'IEP d'un enfant qui seraient déjà contenues dans un autre module de l'IEP d'e ce même enfant.

Si un enfant requiert des services au-delà de l'année scolaire, l'IEP doit faire état du type particulier d'éducation spéciale et de services auxiliaires qu'il faudra lui fournir pendant cette période. *Pour de plus amples informations, veuillez vous reporter à la 7e Partie – Services disponibles au-delà de l'année scolaire.*

Services de transition

Les services de transition consistent en une série d'activités coordonnées visant à faciliter le transport, de l'école aux lieux où se déroulent les activités postscolaires, tels les cours post-secondaires, l'enseignement professionnel ou technologique, les programmes de stratégie intégrée d'emploi et d'apprentissage, les services pour adultes, les centres de vie autonome et les activités de participation communautaire. Les activités en question sont sélectionnées d'après les besoins de l'enfant, compte tenu de ses préférences et de ses intérêts ; la série d'activités comprend le programme d'études, les services auxiliaires et les activités communautaires.

- L'IEP de l'enfant débute quand celui-ci atteint l'âge de 14 ans ou même plus tôt, quand c'est possible ; mis à jour annuellement, l'IEP fait état des besoins de l'enfant, en ce qui concerne les services de transition, avec l'accent sur le programme d'études.
- Le premier IEP doit commencer au plus tard lorsque l'enfant atteint 16 ans, plus tôt si l'équipe IEP le juge approprié ; après quoi, l'IEP doit inclure :
 - des objectifs post-secondaires appropriées et quantifiables reposant sur des évaluations de transition en fonction de l'âge et portant sur la formation, l'éducation, l'emploi et, le cas échéant, les capacités de vie autonome ; et
 - les services de transition (y compris études) requis pour aider l'enfant à réaliser ces objectifs.
- L'obligation de fournir des services de transition ne s'applique pas si l'élève handicapé a été condamné comme adulte, d'après les lois d'État, et incarcéré dans une prison pour adultes, au cas où l'admissibilité de l'élève pour l'éducation spéciale et les services auxiliaires prendrait fin avant la fin de sa période d'incarcération.

Synthèse des performances

Une institution publique remettra à tout enfant parvenant en fin de droit un résumé des résultats académiques et des performances fonctionnelles obtenus qui inclura des recommandations sur la manière d'aider l'enfant concerné à réaliser ses objectifs post-secondaires.

Élaboration, analyse et révision de l'IEP

Pour l'élaboration, l'analyse ou la révision de l'IEP d'un enfant, l'équipe IEP tiendra compte de ce qui suit en documentant :

- les points forts de l'enfant et les préoccupations parentales visant en rehausser l'éducation de leur enfant ;
- les résultats de l'évaluation initiale de l'enfant, ou de l'évaluation la plus récente ;
- les besoins académiques, développementaux et fonctionnels de l'enfant ;
- les résultats obtenus par l'enfant aux programmes d'évaluation de l'État ou de district, le cas échéant ;
- les besoins de communication ; et
- les appareils et services de technologie fonctionnelle requis pour l'enfant.
- prise en compte d'autres facteurs particuliers spécifiques à l'enfant, notamment :
 - dans le cas d'un enfant dont le comportement est préjudiciable à son apprentissage ou celui d'autres enfants, tenir compte des stratégies positives d'intervention sur le comportement et des supports visant à répondre à ce comportement ;
 - dans le cas d'un enfant possédant une connaissance limitée de l'anglais, tenir compte des besoins linguistiques de l'enfant dans la mesure où ils affectent l'IEP de l'enfant ;
 - dans le cas d'un enfant qui est aveugle ou a des problèmes de vision, prévoir un enseignement en Braille, avec manuels en Braille et utilisation du Braille, à moins que l'équipe IEP ne décide, après une évaluation des capacités de lecture et d'écriture de l'enfant (y compris une évaluation des besoins futurs de l'enfant sous forme d'un enseignement en Braille ou de l'utilisation du Braille), que l'enseignement en Braille et l'utilisation du Braille ne sont pas appropriés dans ce cas, y compris en ce qui concerne les manuels ; et
 - dans le cas d'un enfant sourd ou malentendant, tenir compte des besoins en matière de langage et de communication, des possibilités de communication directe avec des pairs et le personnel professionnel dans le véhicule de langue et de communication de l'enfant, du besoin académique et de toute une gamme de besoins, y compris des possibilités d'enseignement direct dans la langue et le véhicule de communication de l'enfant.

Si, en tenant compte des facteurs particuliers ci-dessus, une équipe IEP décide que l'enfant a besoin d'un appareil particulier, d'un service, d'une intervention, d'une accommodation ou d'une modification de programme afin que l'enfant bénéficie d'une FAPE, l'équipe IEP doit inclure une déclaration à cet effet dans l'IEP de l'enfant.

En qualité de membre de l'équipe IEP, un professeur assurant des cours réguliers à l'enfant devra, dans la mesure du possible, participer à la préparation de l'IEP de l'enfant. Participation inclut assister à l'établissement d'interventions et aides comportementales positives appropriées et autres stratégies pour l'enfant, à l'établissement d'aides et de services supplémentaires, de modifications au programme et de soutiens au personnel scolaire.

L'équipe IEP passe en revue l'IEP de l'enfant de façon périodique et au moins une fois par an afin de :

- déterminer si les objectifs annuels de l'enfant sont en voie de réalisation ; et
- corriger l'IEP, le cas échéant, afin d'examiner —
 - l'absence des progrès attendus en vue de la réalisation des objectifs annuels et relativement au cursus scolaire régulier, dans toute mesure applicable ;
 - les résultats de toute réévaluation ;
 - les renseignements communiqués aux parents ou par ceux-ci relativement à l'enfant ;

- les besoins pédagogiques prévus de l'enfant ; ou
- toutes autres questions attendant au programme de l'enfant.

Amendements

Les parents d'un enfant et une institution publique peuvent convenir de ne pas convoquer une réunion de l'équipe IEP devant apporter des changements à l'IEP. Pour changer l'IEP d'un enfant après la tenue de la réunion IEP annuelle pour l'année scolaire, les parents d'un enfant handicapé et l'institution publique peuvent convenir de rédiger un document écrit afin d'amender ou modifier l'IEP actuel de l'enfant. Un parent pourra obtenir, sur demande, une copie révisée de l'IEP avec intégration des amendements.

Placement

En tant que membres de l'équipe IEP, les parents prennent part aux décisions concernant le placement de leur enfant. Autant que possible, les enfants handicapés, y compris ceux qui fréquentent les écoles publiques et privées, ou d'autres institutions ou services, assistent aux cours avec les enfants non-handicapés.

- Le placement scolaire de l'enfant est décidé annuellement, selon son IEP.
- Sauf prescription contraire de l'IEP, l'enfant fréquentera la même école qu'il fréquenterait s'il n'était pas handicapé.
- L'équipe IEP peut modifier l'IEP ou changer le placement de l'enfant, si celui-ci a été condamné comme adulte, d'après les lois en vigueur dans l'État, et incarcéré dans une prison pour adultes, pourvu que l'État garantisse de bonne foi sa sécurité et démontre l'existence de motifs d'incarcération incontournables.

Mise en place de l'IEP

- L'IEP doit être mis en place sitôt préparé, sauf si la réunion a eu lieu en été ou au cours des vacances, ou que les circonstances réclament un court délai, comme par exemple pour des préparatifs de transport.
- L'institution publique doit mettre à effet l'IEP d'un enfant au début de l'année scolaire.
- Tout enseignant, fournisseur de services auxiliaires et autre prestataire de services chargés de la mise en place de l'IEP de l'enfant doivent avoir accès à l'IEP. Tous les individus identifiés ci-dessus doivent être informés de leurs responsabilités quant à la mise en place de l'IEP de l'enfant, ainsi que des arrangements, modifications et activités de support dont ils sont chargés.
- L'institution publique devra remettre aux parents un exemplaire de l'IEP de leur enfant et ce, à titre gratuit.

Enfants transférés dans une autre institution publique

Transfert dans un même Etat

Au cas où un enfant handicapé devait changer d'institution publique pendant l'année scolaire et s'inscrire dans un nouvel établissement avec un IEP en cours sans changer d'Etat, la seconde institution publique devra :

- assurer à l'enfant un enseignement public gratuit prévoyant des services comparables à ceux décrits dans l'IEP auparavant appliqué, en consultation avec les parents, jusqu'à ce que l'IEP précédemment établi soit adopté par le nouvel établissement ; ou
- rédiger, adopter et mettre en oeuvre un nouvel IEP en accord avec la législation fédérale et celle de l'Etat intéressé.

Pour faciliter la transition d'un enfant en cours de transfert à l'intérieur d'un même Etat, la nouvelle institution publique dans laquelle l'élève s'inscrira prendre toute mesure raisonnable pour obtenir rapidement le dossier scolaire de ce dernier auprès de l'établissement auparavant fréquenté, documentation qui inclura :

- l'IEP et la documentation afférente ; et
- toute autre documentation relative à la mise à disposition de l'enfant des services d'éducation spéciale et autres services auxiliaires

Transfert hors d'un Etat :

Au cas où un enfant handicapé devait changer d'institution publique pendant l'année scolaire et s'inscrire dans un nouvel établissement relevant d'un autre Etat avec un IEP en cours, la seconde institution publique devra :

- assurer à l'enfant un enseignement public gratuit prévoyant des services comparables à ceux décrits dans l'IEP auparavant appliqué, en consultation avec les parents, jusqu'à ce que le nouvel établissement conduise une évaluation si jugé nécessaire ; et
- élaborer un nouvel IEP le cas échéant et conformément aux lois fédérales et à celles de l'Etat.

Pour faciliter la transition d'un enfant hors de l'Etat de provenance, l'institution publique dans laquelle l'enfant était auparavant inscrit prendra toute mesure raisonnable pour répondre promptement à toute requête de la nouvelle institution publique.

Conditions requises pour obtenir le diplôme

L'institution publique devra informer les parents des conditions d'obtention d'un diplôme au niveau local et de l'État ainsi que des progrès de l'enfant vers la réalisation de ces conditions. Lorsqu'un élève handicapé obtient un diplôme régulier de fin d'études secondaires, l'institution publique doit fournir aux parents notification de l'obtention de diplôme en instance de leur enfant. L'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires régulier constitue un changement de placement et termine le droit de l'enfant à FAPE.

7e PARTIE – SERVICES DISPONIBLES AU-DELÀ DE L'ANNÉE SCOLAIRE

Le service au-delà de l'année scolaire (ou ESY, de l'anglais « Extended school year ») consiste en un prolongement des services individuels particuliers et des services auxiliaires fournis à un élève handicapé au-delà de la durée normale de l'année scolaire de l'institution publique, conformément à l'IEP, sans frais pour les parents, et qui répond aux normes du Maryland State Department of Education (MSDE). Les services ESY ne sont nécessaires dans le cadre d'un FAPE que si les bénéfices qu'un enfant handicapé obtient au cours d'une année scolaire régulière seront compromis de façon significative si l'élève ne suit pas un programme éducatif au cours des mois d'été. Une institution publique ne peut limiter les services disponibles au-delà de l'année scolaire à certaines catégories particulières de handicaps ni unilatéralement limiter le type, le nombre ou la durée de ces services.

Les services disponibles au-delà de l'année scolaire sont fournis si l'équipe IEP chargée de l'enfant décide que, dans son cas, les services sont nécessaires à son éducation gratuite appropriée dans une école publique (FAPE). Les parents doivent être avertis de la disponibilité de services fournis aux élèves handicapés au-delà de l'année scolaire et pouvant répondre aux besoins spécifiques d'un élève handicapé. L'équipe IEP devra décider, au moins une fois par an, des besoins de l'enfant en services pédagogiques hors de l'année scolaire. Cette décision doit être prise suffisamment tôt au cours de l'année scolaire pour donner aux parents suffisamment de temps pour exercer leurs droits de garanties procédurales dans le cas où ils seraient en désaccord avec la proposition avancée par l'institution publique. Elle ne pourra toutefois être prise trop en avance de sorte à pouvoir réunir les informations suffisant à prendre une décision éclairée en la matière.

Les services ESY doivent prendre en compte les facteurs suivants pour établir si les bénéfices qu'un enfant handicapé obtient au cours d'une année scolaire régulière seront compromis de façon significative si celui-ci ne suit pas un programme éducatif au cours des mois d'été.

- si l'IEP de l'enfant fait mention d'objectifs annuels liés à des capacités essentielles d'autonomie fonctionnelle ;
- s'il est probable que l'enfant accusera une régression substantielle dans ses capacités d'autonomie fonctionnelle par suite de la période normale des vacances et qu'il ne pourra pas recouvrer ces capacités dans un délai raisonnable ;
- les progrès réalisés par l'enfant vers la maîtrise des buts et objectifs de l'IEP ;
- émergence de certaines compétences ou d'occasions de réaliser une percée ;
- comportements inappropriés ;
- nature et/ou gravité du handicap ; et
- circonstances spéciales.

L'équipe IEP doit considérer chaque facteur indépendamment afin d'en établir l'impact sur la capacité de l'élève de recevoir les bénéfices pédagogiques du programme. Au cours de l'examen des besoins de services pédagogiques hors de l'année scolaire, cette règle doit être appliquée individuellement à chaque élève. L'équipe IEP documentera le passage en revue des facteurs et les résultats de cet examen pour établir si oui ou non les bénéfices et acquisitions obtenus au cours de l'année scolaire normale seront compromis de façon significative si l'élève ne reçoit pas de services pédagogiques hors de l'année scolaire.

8e PARTIE - TRANSITION DU PROGRAMME DES NOURRISSONS ET TOUT-PETITS

Une institution publique convoquera une réunion de l'équipe IEP pour établir si un enfant issu d'un programme pour nourrissons et tout-petits est affecté d'un handicap tel à demander la mise à disposition d'une éducation spéciale et des services auxiliaires. Si l'enfant était auparavant couvert par les dispositions de la Partie C, une invitation pour une réunion IEP initiale sera, sur la demande des parents, adressée au coordinateur des services de la Partie C ou tout autre représentant du système couvert par la partie C afin de contribuer à une transition sans problème entre différents services. Si l'équipe IEP décide que l'enfant est un élève souffrant d'un handicap ou d'un retard de développement, l'équipe IEP devra préparer un IEP pour l'enfant. L'IEP de l'enfant doit entrer en vigueur au troisième anniversaire de l'enfant.

9e PARTIE - PROCÉDURES CONCERNANT LES DOSSIERS SCOLAIRES

Définitions

Par destruction, on entend la destruction physique ou l'élimination d'identificateurs personnels des informations de sorte que celles-ci ne soient plus personnellement identifiables.

Par dossiers scolaires, on entend le type de dossiers couverts sous la définition des « dossiers scolaires » dans 34 CFR partie 99 (les réglementations mettant en place la Loi sur les droits de la famille en matière d'éducation et de protection de la vie privée (Family Educational Rights and Privacy Act) [FERPA] de 1974).

Par institution participante, on entend toute institution ou tout organisme qui recueille, maintient et utilise personnellement des informations identifiables ou de qui les informations sont obtenues, sous la Partie B de l'IDEA.

Les éléments suivants constituent des informations personnelles identifiables :

- le nom de l'enfant, celui de ses parents et des autres membres de sa famille ;
- l'adresse de l'enfant ;
- les données d'identification personnelles, telles que le numéro de sécurité sociale de l'enfant ; ou
- une liste de caractéristiques personnelles ou autres renseignements pouvant permettre d'identifier l'enfant avec un degré raisonnable de certitude.

Garanties

Chaque institution participante a pour devoir de protéger la confidentialité des informations personnelles identifiables lors des phases de collecte, d'entreposage, de divulgation et de destruction. Un représentant d'une institution publique est chargé de protéger la confidentialité des informations personnelles identifiables. En plus des conditions énoncées dans les présentes garanties procédurales, la protection des dossiers scolaires est aussi régie par des lois spécifiques de l'État et du gouvernement fédéral. Tous les employés des institutions publiques qui collectent ou utilisent des informations personnelles identifiables doivent recevoir une formation sur les politiques et procédures de l'État concernant la confidentialité des informations personnelles d'identification. Chaque institution participante devra maintenir, pour inspection publique, une liste actualisée des noms et postes des employés de l'institution susceptibles d'avoir accès aux informations personnelles identifiables.

Consentement

Le consentement parental doit être obtenu avant de divulguer des informations personnelles identifiables à toute personne autre que les dirigeants des institutions participantes qui recueillent ou utilisent les informations en vertu de l'IDEA, ou à des fins autres que satisfaire les exigences de fournir à un enfant handicapé une FAPE en vertu de l'IDEA. Les divulgations adressées par renvoi et action par les autorités policières et judiciaires concernant un acte criminel commis par un élève handicapé ne nécessitent pas de consentement parental dans la mesure où la transmission est autorisée par la FERPA.

Une institution ou un organisme scolaire ne peut communiquer d'informations provenant des dossiers scolaires aux institutions participantes sans consentement parental à moins d'y être autorisé(e) par la FERPA. Le MSDE a développé des politiques et procédures à l'usage des institutions publiques, sanctions y compris, que l'État utilise pour s'assurer que ses politiques et procédures sont respectées et que les exigences de confidentialité sont satisfaites, conformément à l'IDEA et la FERPA.

Chaque institution publique doit avoir des procédures en place sur le caractère adéquat de l'avis destiné à pleinement informer les parents des exigences de confidentialité des informations personnelles identifiables, dont :

- description de la mesure dans laquelle l'avis est donné dans les langues maternelles des divers groupes de population de l'État ;
- description des enfants sur lesquels des informations personnelles d'identification sont maintenues, ainsi que les types d'informations recherchés ;
- sommaire des politiques et procédures que les institutions participantes doivent respecter en ce qui concerne l'entreposage, la divulgation à une tierce partie, la retenue et la destruction des informations personnelles d'identification ;
- description des politiques et procédures utilisées dans le cas où un parent refuse d'accorder son consentement ; et
- description de tous les droits des parents et enfants sur ces informations, y compris les droits en vertu de la FERPA et la mise en place des réglementations dans 34 CFR §99.

Avant toute importante activité d'identification, de localisation ou d'évaluation, l'avis doit être publié ou annoncé dans les journaux ou autre média, ou les deux, avec une circulation adéquate pour notifier les parents dans toute la juridiction de l'activité.

Droits d'accès

Chaque institution publique devra permettre aux parents d'un élève handicapé d'inspecter et d'examiner tous les dossiers scolaires pertinents à l'enfant qui sont recueillis, maintenus ou utilisés par l'institution en ce qui concerne l'identification, l'évaluation et le placement scolaire de l'enfant et l'offre d'un FAPE à l'enfant en vertu de l'IDEA. L'institution se conformera à une requête, sans retard inutile et préalablement à toute réunion concernant une IEP, ou toute audition garantie par les procédures, dans un délai ne dépassant en aucun cas 45 jours à compter de la date de la requête.

Le droit d'inspecter et d'examiner les dossiers scolaires en vertu de la présente section inclut le droit à ce qui suit :

- obtention d'une réponse de l'institution participante aux requêtes raisonnables d'explications et d'interprétations des dossiers ;
- requête que l'institution procure des exemplaires des dossiers renfermant les informations si le fait de ne pas procurer ces derniers empêchait effectivement les parents d'exercer le droit d'inspecter et d'examiner les dossiers ; et
- faire voir et examiner les dossiers de l'enfant par une personne du choix des parents.

Une institution publique peut présumer que les parents sont en droit de voir et d'examiner les dossiers concernant leur enfant à moins que l'institution publique n'ait été avisée que les parents n'ont pas ce droit en vertu de la loi d'État régissant des affaires telles que les gardes d'enfants, les séparations et les divorces.

Registre d'accès

Chaque institution publique devra conserver un dossier des individus, autres que les parents et employés homologués de l'institution publique, ayant accès aux dossiers scolaires recueillis, maintenus ou utilisés en vertu de la Partie B de l'IDEA, y compris le nom de l'individu, la date où l'accès a été accordé et le motif pour lequel l'individu est autorisé à utiliser les dossiers. Si un dossier scolaire renferme des informations relatives à plusieurs enfants, les parents de ces derniers ont le droit d'inspecter et d'examiner uniquement les informations relatives à leur enfant ou d'être mis au courant de ces informations particulières. Chaque institution publique devra fournir aux parents, sur leur demande, une liste des types et emplacements de tous les dossiers scolaires constitués, tenus ou utilisés par l'institution. Chaque institution publique peut imposer des frais de reproduction de dossiers scolaires effectuée pour les parents à condition que ces frais n'empêchent pas effectivement les parents d'exercer leur droit d'inspecter et d'examiner ces dossiers. Une institution publique ne devra pas imposer de frais pour rechercher ou récupérer des informations des dossiers scolaires.

Modification des dossiers à la demande des parents

Les parents estimant que les informations renfermées dans les dossiers scolaires constitués, tenus ou utilisés en vertu de l'IDEA sont inexacts ou équivoques, ou portent atteinte au droit à la vie privée ou à d'autres droits de l'enfant, peuvent demander que l'institution publique détenant les informations modifie ces dernières. L'institution devra décider, dans un temps raisonnable après avoir reçu la requête, de corriger l'information conformément à la requête. Si l'agence décide de refuser de modifier l'information conformément à la requête, celle-ci informera les parents de son refus et les avisera de leur droit à une audition où ils pourront contester les informations figurant aux dossiers scolaires. Une audition ayant pour but de contester l'information figurant aux dossiers scolaires doit être menée conformément aux procédures de la FERPA telles qu'indiquées dans 34 CFR §99.22.

L'institution devra, sur demande, fournir la possibilité d'une audition visant à contester l'information figurant aux dossiers scolaires afin de s'assurer que cette information n'est ni inexacte, ni équivoque, ni n'enfreint autrement le droit à la vie privée et d'autres droits de l'enfant. Au cas où, à l'issue de l'audition, l'institution publique décide que l'information est inexacte ou équivoque ou autrement constitue une violation du droit à la vie privée et d'autres droits de l'enfant, elle modifiera l'information en conséquence et en informera les parents par écrit. Si, à la suite de l'audition, l'institution publique décide que l'information n'est ni inexacte ni équivoque ni autrement constitue une violation du droit à la vie privée et d'autres droits de l'enfant, elle informera les parents de leur droit d'incorporer au dossier tenu par l'institution publique au sujet de l'enfant des observations à propos des dites informations ou d'indiquer toute raison de s'opposer à la décision de l'institution publique. Toute explication incorporée dans les dossiers de l'enfant doit :

- être maintenue par l'institution publique comme partie intégrante des dossiers de l'enfant aussi longtemps que le dossier sera conservé ou que les informations contestées y seront laissées ; et
- si les dossiers de l'enfant ou les informations contestées sont dévoilés par l'institution publique à une tierce partie, l'explication devra l'être également.

Procédures concernant la destruction d'informations

L'institution publique est tenue d'informer les parents du moment où les informations personnelles identifiables constituées, tenues ou utilisées en vertu de l'IDEA ne sont plus nécessaires pour procurer des services éducatifs à l'enfant. L'information doit être détruite à la demande des parents. Néanmoins, un dossier permanent contenant le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, les notes de l'élève, son dossier de présence, les cours suivis, le niveau scolaire complété et l'année complétée peut être conservé sans limitation de temps.

Droits des enfants

Le MSDE possède des politiques et procédures accordant aux élèves un droit à la vie privée semblable à celui accordé à leurs parents et adapté à l'âge et au handicap des élèves. En vertu des réglementations de la FERPA, les droits des parents concernant les dossiers scolaires de leur enfant sont transférés à l'enfant une fois qu'il atteint l'âge de 18 ans, à moins que le handicap de l'enfant ne le rende incompetent en vertu de la loi de l'État. Si les droits accordés aux parents en vertu de la Partie B de l'IDEA sont transférés à un élève qui atteint l'âge de la majorité, conformément au §300.517, les droits concernant les dossiers scolaires figurant dans les §§300.562-300.573 doivent également être transférés à l'élève. L'institution publique, néanmoins, doit fournir tout avis requis dans la section 615 de l'IDEA à l'élève et à ses parents. *Voir la 13e Partie – Transfert des droits parentaux à la majorité pour en savoir plus.*

Information d'ordre disciplinaire

Une institution publique peut incorporer dans les dossiers d'un élève handicapé une déclaration sur une sanction disciplinaire actuelle ou préalable prise à l'encontre de l'enfant et transmettre la déclaration, dans la même mesure où l'information disciplinaire est incorporée dans et transmise avec les dossiers des enfants non handicapés. La déclaration peut inclure une description de tout comportement adopté par l'enfant ayant requis une sanction disciplinaire, une description de la sanction disciplinaire prise et toute autre information pertinente à la sécurité de l'enfant et des autres individus associés à l'enfant. En cas de transfert d'un enfant d'une école à une autre, la transmission de tout dossier de l'enfant doit inclure à la fois l'IEP actuel de l'enfant et toute déclaration de sanction disciplinaire actuelle ou préalable ayant été prise à l'encontre de l'enfant.

10e PARTIE – APPLICATION DE SANCTIONS DANS LE CAS DES ÉLÈVES HANDICAPÉS

Définitions

Aux fins de cette section, les définitions suivantes sont en vigueur :

- Par substance réglementée, on entend une drogue ou toute autre substance figurant aux nomenclatures I, II, III, IV ou V de la section 202(c) de la Loi sur les substances réglementées (Controlled Substances Act) (21 U.S.C. 812(c)).
- Par drogue illégale, on entend une substance réglementée, mais qui n'inclut pas une substance légalement possédée ou utilisée sous la supervision d'un professionnel de soins de santé agréé ou légalement possédée ou utilisée sous toute autre autorité en vertu de l'IDEA et de toute autre disposition de la loi fédérale.
- Le terme « arme » a le sens attaché à l'expression « arme dangereuse » au paragraphe (2) de la première sous-section (g) de la section 930 du titre 18, United States Code.
- Par dommage corporel grave, on entend tout dommage corporel impliquant un risque substantiel de mort, une extrême douleur physique, une déformation prolongée et évidente ou une perte ou réduction prolongée de la fonction d'un membre, d'un organe ou des facultés mentales (18 USC 13645(h)(3)).

Le personnel scolaire peut exclure d'un placement pédagogique en cours un étudiant handicapé enfreignant le code de conduite pour le transférer dans une structure éducative alternative provisoire ou dans une autre structure, ou le suspendre pour un maximum de 10 jours d'école par infraction pour toute violation aux règles de l'établissement selon la discipline applicable à tous les étudiants, à moins qu'ils ne soit jugé que l'exclusion constitue un soi un changement de placement. Lorsque de telles exclusions (10 jours ou moins par sanction) accumulées s'élèvent à un total de plus de 10 jours au cours d'une année scolaire, le personnel scolaire - y compris l'enseignant chargée du programme d'éducation spéciale - détermine l'étendue des services requis pour permettre à l'élève de faire des progrès dans le cursus régulier et en vue de la réalisation des objectifs IEP.

Le personnel scolaire peut prendre en compte des circonstances extraordinaires au cas par cas pour établir si un changement de placement est approprié pour un élève handicapé violant le code de conduite. La notion de changement de placement inclut les exclusions de plus de 10 jours consécutifs ou une série d'exclusions constituant un schéma régulier de comportement. Lorsqu'une mesure disciplinaire résulte en un changement de placement, notification en est donnée le jour où la décision est prise et doit inclure des garanties procédurale.

Dans les 10 jours d'école suivant toute décision de changer un placement suite à une violation du code de conduite, l'institution publique, les parents et les membres concernés de l'équipe IEP (comme établi par les parents et l'institution publique) doivent examiner tous les éléments appropriés contenus dans le dossier scolaire, IEP compris, toutes les observations du personnel enseignant et toutes autres informations utiles transmises par les parents afin d'établir :

- si la conduite incriminée résulte de, ou a un lien substantiel avec, le handicap de l'élève ; ou
- si la conduite incriminée résulte directement du fait que l'IEP n'a pas été mis en oeuvre par l'institution publique.

Si l'institution publique, les parents et les membres intéressés de l'équipe IEP établissent que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus s'appliquent à l'étudiant, la conduite à suivre sera considérée comme constituant une manifestation du handicap de l'étudiant.

Si la conduite se présente comme une manifestation du handicap de l'étudiant, l'équipe IEP doit :

- conduire une évaluation fonctionnelle du comportement et mettre en oeuvre un plan d'intervention comportementale pour aider l'élève si l'institution publique ne l'a pas déjà fait ;
- au cas où un plan d'intervention comportementale a été mis sur pied, examiner ce plan si l'élève avait déjà été couvert par ledit plan et modifier ce dernier dans toute mesure requise pour répondre au comportement intéressé ;
- replacer l'élève dans l'établissement d'où il a été exclu, à moins que les parents et l'institution publique ne conviennent d'un autre placement dans le cadre d'une modification du plan d'intervention comportementale, sauf si l'élève a été transféré dans une structure éducative provisoire pour des raisons ayant trait à l'usage de drogues, au port d'armes ou à des dommages corporels sérieux.

Si le comportement n'est pas une manifestation du handicap de l'élève, les mesures disciplinaires afférentes normalement applicables aux élèves non handicapés pourront être appliquées de la même façon qu'elles le sont à tous les autres élèves, hors le fait que les services éducatifs appropriés devront être maintenus.

Si un élève est expulsé pendant plus de 10 jours, résultant en un changement de placement - que le comportement incriminé soit ou non une manifestation du handicap de l'enfant - ou si l'élève est transféré dans une structure éducative alternative intérimaire (IAES, de l'anglais "interim alternative educational setting") suite à usage de drogues, à port d'arme ou à des dommages corporels sérieux, l'élève continuera de recevoir les services éducatifs de sorte à lui permettre de poursuivre le cursus régulier d'études, bien que dans une autre structure, et de réaliser ainsi les objectifs définis dans l'IEP. L'élève doit aussi recevoir, le cas échéant, une évaluation fonctionnelle portant sur le comportement et des modifications et services d'intervention afférents seront envisagés afin de répondre aux infractions comportementales et de garantir que celles-ci ne se reproduiront pas. L'équipe IEP définit les services appropriés ainsi que le lieu où ces services seront assurés.

Le personnel scolaire peut exclure un élève et le transférer dans une autre structure éducative provisoire pendant une période pouvant aller jusqu'à 45 jours scolaires, sans égard pour la question de savoir si le comportement incriminé est considéré comme une manifestation du handicap de l'enfant, dans les cas où celui-ci :

- porte ou possède une arme et l'amène à l'école, dans des espaces scolaires ou lors d'un événement scolaire couvert juridiquement par l'Etat ou une institution publique locale ;
- possède ou utilise sciemment des substances illicites, ou propose / demande la vente de substance réglementée à l'école, dans des espaces scolaires ou lors d'un événement scolaire couvert juridiquement par l'Etat ou une institution publique locale ; ou
- a infligé des dommages corporels sérieux à une autre personne à l'école, dans des espaces scolaires ou lors d'un événement scolaire couvert juridiquement par l'Etat ou une institution publique locale.

Appel disciplinaire

Les parents d'un étudiant handicapé qui sont en désaccord avec une décision sur la définition d'une manifestation ou concernant un placement d'ordre disciplinaire, ou une institution publique qui pense que le maintien du placement en cours résultera très probablement en des dommages corporels à l'élève ou aux autres, peuvent demander une notification d'audience garantie auprès du bureau des audiences administratives (Office of Administrative Hearings, OAH). L'audience garantie sera présidée par un juge administratif (Administrative Law Judge, ALJ) conformément aux procédures décrites en *14e Partie, Résolution des désaccords*, à l'exception suivante. L'audience se tiendra dans les 20 jours scolaires à compter de la date à laquelle ladite audience sera demandée et débouchera sur une résolution dans les 10 jours d'école après l'audience.

Dans la prise d'une décision en appel disciplinaire, l'ALJ pourra :

- renvoyer l'élève dans l'établissement d'où celui-ci avait été expulsé ; ou
- ordonner un changement de placement pour un élève handicapé avec transfert dans une structure éducative alternative intérimaire pour une période non supérieure à 45 jours d'école si le chargé d'audience établit que le maintien du placement en cours de l'élève résultera très probablement en des dommages corporels à l'élève ou aux autres.

Lorsqu'une demande en appel est introduite par un parent ou une institution publique, l'élève est maintenu dans la structure éducative provisoire en attendant la décision de l'ALJ ou jusqu'à expiration de la période de temps prévue (non plus de 45 jours), le terme qui, entre les deux, survient le premier, à moins que les parents et le personnel scolaire n'en conviennent différemment.

Elèves ne remplissant pas encore les conditions d'admissibilité

Les élèves qui n'ont pas encore été jugés comme répondant aux conditions d'admissibilité pour un programme d'éducation spéciale et qui ont fait preuve de comportements enfreignant l'une ou l'autre des dispositions réglementaires ou du code de conduite peuvent bénéficier des protections prévues si l'institution publique avait connaissance du fait que l'intéressé était affecté d'un handicap avant que le comportement ne se soit produit. L'institution publique a connaissance du fait si, avant que ne survienne le comportement justifiant la mesure disciplinaire :

- les parents, ou un enseignant de l'élève, avaient exprimé leurs préoccupations par écrit au personnel de surveillance ou administratif de district et suggéré que l'élève en question avait besoin d'une éducation spéciale et des services associés ;
- les parents ont demandé une évaluation ; ou
- l'enseignant de l'élève ou tout autre membre du personnel scolaire a exprimé des préoccupations spécifiques relativement au mode de comportement démontré par l'élève soit au directeur d'éducation spéciale lui-même, soit à un autre représentant du personnel de supervision de l'institution publique.

L'institution publique n'est pas à connaissance des faits si les parents d'un enfant handicapé :

- ont refusé de donner leur accord à une évaluation de l'étudiant ;
- ont refusé les services d'éducation spéciale ;
- ou l'élève a fait l'objet d'une évaluation et il a été conclu qu'il n'était pas handicapé.

Si l'institution publique n'a pas connaissance du fait qu'un élève est handicapé avant de prendre une mesure disciplinaire, l'élève peut être assujéti aux mêmes mesures disciplinaires que tout élève non handicapé se comportant de façon analogue.

Si une demande d'évaluation est présentée pendant la période de temps pendant laquelle l'élève fait l'objet de mesures disciplinaires, l'évaluation doit être rapidement complétée. En attendant les résultats, l'élève demeure assujéti au placement éducatif décidé par les autorités scolaires. Si, selon l'évaluation de l'institution publique et les informations données par les parents, il est décidé que l'élève répond aux conditions d'admissibilité du programme d'éducation spéciale, une éducation spéciale et les services associés seront mis en place et les garanties procédurales en matière de discipline seront appliquées.

Renvoi aux autorités policières et judiciaires et mesures prises par lesdites autorités

Il n'est pas interdit aux institutions publiques de dénoncer un crime auprès des autorités compétentes et les autorités policières et judiciaires peuvent exercer les charges en regard de l'application des lois fédérales et de l'Etat pour toute action criminelle perpétrée par un élève. Toute institution dénonçant une action criminelle devra remettre des copies de tout document relatif au programme d'éducation spéciale et aux mesures disciplinaires aux autorités compétentes dans la mesure permise par la disposition COMAR 13A.08.02 relative aux dossiers scolaires, avec l'accord des parents ou après application des exceptions au consentement parental spécifiées dans la directive mentionnée.

11e PARTIE - PLACEMENT DES ÉLÈVES DANS LES ÉCOLES PRIVÉES PAR LEURS PARENTS

Placement des enfants par leurs parents quand leur éducation gratuite dans une école publique (FAPE) est en jeu

Aucune institution publique n'est tenue, d'après l'IDEA, de supporter les frais d'éducation d'un enfant dans une école privée, ni de son éducation spéciale et des services auxiliaires, si l'institution en question a offert de se charger de l'éducation gratuite appropriée de votre enfant dans une école publique (FAPE) et que les parents décident de l'inscrire dans une école privée. Néanmoins, l'institution publique devra inclure l'enfant dans la population dont les besoins ont été satisfaits pour ce qui est des services fournis aux élèves handicapés inscrits dans des écoles privées par leurs parents, conformément aux réglementations fédérales. Tout contentieux survenant entre des parents et les institutions publiques au sujet de la disponibilité de la FAPE et de la responsabilité financière peut faire l'objet d'une audition garantie par les procédures en vertu de l'IDEA. *Pour de plus amples informations, veuillez consulter la 14e Partie – Résolution des désaccords.*

Si les parents d'un élève handicapé, qui a préalablement reçu une éducation spéciale et des services auxiliaires sous la supervision d'une institution publique, décident d'inscrire l'enfant dans une maternelle, une école primaire ou secondaire privée sans le consentement ou la recommandation de l'institution publique, un ALJ ou un tribunal peut ordonner que l'institution publique rembourse les frais de placement aux parents si l'ALJ ou le tribunal établit que l'institution publique n'avait pas fait à temps le nécessaire pour fournir à l'enfant l'éducation gratuite appropriée dans une école publique, avant son inscription à l'école ou à l'institution privée. Un placement parental peut être jugé approprié par un ALJ ou un tribunal même s'il ne satisfait pas aux normes de l'Etat s'appliquant à l'éducation offerte par les institutions publiques.

Limitation de remboursement

Le remboursement peut être réduit ou refusé par un ALJ ou un tribunal dans les conditions suivantes :

- lors de la plus récente réunion de l'équipe de l'IEP à laquelle les parents ont assisté avant de retirer l'enfant de l'école publique, les parents n'ont pas informé l'équipe IEP de leur décision de rejeter le placement proposé par l'institution publique dans un programme d'éducation gratuite appropriée dans une école publique (FAPE), y compris leurs inquiétudes et leur intention d'inscrire leur enfant dans une école privée aux frais de l'état ; ou
- au moins 10 jours ouvrables (y compris les jours ouvrables coïncidant avec des jours fériés) avant de retirer l'enfant de l'école publique, les parents n'ont pas averti l'institution publique par écrit de leur intention de retirer l'enfant, en faisant part de leurs inquiétudes au sujet du placement de l'enfant dans une institution publique ; ou
- si, avant le retrait de l'enfant par les parents de l'école publique, l'institution publique a informé les parents, après les avoir avertis de son intention de soumettre l'enfant à cette évaluation (y compris une déclaration expliquant la raison de l'évaluation appropriée et raisonnable), mais que les parents n'ont pas présenté l'enfant à l'évaluation ; ou
- sur décision judiciaire établissant le caractère abusif des mesures prises par les parents.

Nonobstant les conditions de notification ci-dessus, le remboursement :

- ne sera pas réduit ou refusé suite à la non présentation de ladite notification par les parents si :
 - l'école a empêché le parent de fournir la notification,
 - ou les parents n'ont pas été avertis, conformément aux conditions de notification de l'IDEA décrites ci-dessus,
 - l'application des conditions de notification telles que décrites plus haut pourraient vraisemblablement causer des dommages physiques à l'enfant, et
- pourrait, sur décision d'un tribunal ou d'un chargé d'audience, ne pas être réduit ou refusé suite à la non présentation de ladite notification par les parents si :
 - les parents sont illettrés et ne peuvent pas écrire en anglais, ou
 - l'application des conditions de notification telles que décrites plus haut pourraient vraisemblablement causer des dommages affectifs graves à l'enfant.

Elèves handicapés placés en école privée par les parents

Une organisation scolaire locale peut, conformément aux réglementations fédérales, mettre des services d'éducation spéciale et autres services auxiliaires à la disposition d'enfants handicapés inscrits par leurs parents dans des établissements scolaires primaires et secondaires sous l'autorité du système scolaire local en question. Chaque système scolaire local est responsable pour tout élève désigné comme admissible et inscrit auprès d'un établissement privé sous autorité dudit système local. Un élève handicapé fréquentant une école privée n'a pas droit à une partie ni à la totalité du programme d'éducation spéciale et des services auxiliaires qui seraient mis à sa disposition s'il était inscrit dans une école publique. L'identification des enfants est la procédure par laquelle les institutions publiques identifient, localisent et évaluent les enfants handicapés, domiciliés dans les limites de la juridiction de l'institution publique, y compris ceux qui fréquentent les écoles privées et confessionnelles.

Les décisions relatives à quels élèves recevront les services, quels services seront fournis, comment et où ils le seront et la manière de les évaluer seront tranchées par le système scolaire local de concert avec les représentants autorisés de ces élèves d'écoles privées. Si un élève handicapé inscrit auprès d'un établissement d'enseignement primaire ou secondaire doit recevoir une éducation spéciale et les services auxiliaires, le système scolaire local responsable de l'éducation dans le territoire dans lequel se situe l'école privée organisera et tiendra des réunions dans le but d'élaborer, examiner et réviser un plan de services pour l'enfant concerné.

Si les parents d'un élève handicapé l'inscrivent dans un établissement privé d'enseignement primaire ou secondaire, le droit des parents de demander une audition garantie par les procédures ne peut s'exercer qu'en matière d'identification des enfants. Une personne peut présenter une plainte écrite auprès du MSDE en rapport à des élèves handicapés inscrits par leurs parents dans des écoles privées si la personne en question croit qu'une institution publique a manqué aux réglementations fédérales en matière d'identification des enfants en vertu des dispositions IDEA. Un représentant de l'établissement scolaire privé a le droit de présenter une plainte auprès du MSDE en déclarant qu'un système académique local n'a pas entamé les consultations utiles ou opportunes ou n'a pas donné la considération requise aux opinions exprimées par ledit représentant.

12e PARTIE – SUBSTITUT PARENTAL

L'institution publique s'assurera qu'une personne est désignée pour tenir le rôle de substitut parental auprès de l'enfant dans les conditions suivantes :

- si aucun parent ne peut être identifié ;
- si les parents ne peuvent pas être localisés, en dépit d'efforts raisonnables ;

- si l'enfant a été confié à la garde de l'État ; ou
- si l'enfant est un jeune sans abri et non accompagné comme défini en section 725(6) de la loi McKinney-Vento sur l'assistance aux sans abri.

L'institution publique dispose d'une procédure pour déterminer si un enfant a besoin d'un substitut parental et pour désigner une personne devant tenir ce rôle auprès de l'enfant. Un substitut parental est une personne désignée par le directeur régional de l'enseignement pour représenter l'enfant comme le ferait un parent dans le processus de prise de décision en matière scolaire. Le substitut parental peut représenter l'enfant dans toutes les situations se rapportant à son identification, son évaluation, son placement scolaire et l'éducation gratuite appropriée dans une école publique, y compris le processus d'appel.

Pour les enfants confiés à la garde de l'Etat, un substitut parental pourra être désigné par le juge suivant le dossier de l'enfant, à condition que ledit substitut répondent aux conditions suivantes : Pour les jeunes sans abri non accompagnés, les membres appropriés du personnel des refuges d'urgence, des refuges de transition, des programmes de logement autonome et des programmes d'approche aux sans abri peuvent être désignés comme substituts provisoires jusqu'à ce qu'un substitut puisse être désigné qui satisfasse aux conditions susmentionnées.

Une personne désignée comme substitut parental :

- ne doit pas être employée par une institution publique participant à l'éducation ou ayant la garde de l'enfant ;
- ne doit avoir aucun intérêt qui entre en conflit avec ceux de l'enfant qu'elle représente ; et
- doit posséder la connaissance et les compétences nécessaires à la représentation adéquate de l'enfant.

Une institution publique peut désigner comme substitut parental une personne employée par une institution non publique qui fournit seulement des services non éducatifs, qui n'a aucun intérêt pouvant entrer en conflit avec ceux de l'enfant et qui a les connaissances et les capacités requises pour représenter l'enfant de façon adéquate. Un individu n'est pas considéré comme employé d'une institution pour la simple raison qu'il est rémunéré par celle-ci pour servir de parent dans un foyer d'accueil ou comme substitut parental.

Le MSDE doit faire tout effort raisonnable pour garantir la nomination d'un substitut parental au plus dans les 30 jours après qu'une institution publique décide qu'un enfant a besoin d'un tel substitut.

13e PARTIE – TRANSFERT DES DROITS DES PARENTS À L'ÂGE DE LA MAJORITÉ

En vertu de l'IDEA, les parents d'un élève handicapé ont certains droits dans le processus de prise de décision d'éducation spéciale. Selon la législation du Maryland, sous certaines circonstances limitées, tous les droits accordés aux parents en vertu de l'IDEA devront être transférés à un élève handicapé. Ce transfert a lieu lorsque l'élève atteint l'âge de 18 ans, s'il n'a pas été jugé incompétent sous la législation de l'État et s'il existe une documentation établissant ce qui suit :

- les parents sont indisponibles ou inconnus, et l'enfant demande que les droits parentaux lui soient transférés plutôt que de nommer un substitut parental ;
- les parents n'ont pas participé au processus de prise de décision d'éducation spéciale pour l'enfant après plusieurs efforts de l'institution publique pour faire participer les parents au cours de l'année précédente ;
- les parents ont rejeté de manière affirmative toute participation au processus de prise de décision d'éducation spéciale ;
- les parents ne peuvent participer au processus de prise de décision d'éducation spéciale en raison d'une hospitalisation prolongée, d'un placement en établissement ou d'une maladie grave ou invalidité de l'un ou des deux parents et les parents ont consenti au transfert des droits à l'enfant ;
- les parents ne peuvent participer au processus de prise de décision d'éducation spéciale en raison de circonstances extraordinaires indépendantes de leur volonté et les parents ont consenti au transfert des droits à l'enfant ; ou
- l'enfant ne réside plus chez ses parents et n'est pas sous la garde ou aux soins d'une autre institution publique.

Si les parents d'un élève handicapé, avec lequel l'enfant réside ne consentent pas à transférer les droits à l'enfant lorsque celui-ci atteint l'âge de 18 ans, et que l'élève n'a pas été jugé incompétent selon la législation de l'État, l'une ou l'autre partie peut demander une audition garantie par les procédures afin de déterminer si les droits doivent être transférés.

Si un élève handicapé s'est fait représenté par un substitut parental conformément aux lois et réglementations fédérales et de l'État, l'institution publique devra fournir tout avis écrit requis selon les lois et réglementations fédérales et de l'État à la fois à l'étudiant et au substitut parental. Tous les autres droits accordés au substitut parental en vertu de l'IDEA devront être transférés à l'élève si celui-ci n'a pas été jugé incompétent sous la législation de l'État et que l'élève demande que les droits lui soient transférés.

14e PARTIE – RÉOLUTION DES DÉSACCORDS

Procédures de plaintes écrites

Le MSDE a adopté des procédures de plaintes écrites visant à résoudre les plaintes déposées par une personne ou une organisation. Le MSDE fait connaître les procédures de l'État sur la résolution des plaintes aux parents et autres personnes intéressées parmi lesquelles le Parents' Place of Maryland, les organisations de défense, les centres de vie autonome et tout autre établissement approprié. Les personnes peuvent obtenir un exemplaire des procédures de plaintes de l'État en faisant la demande écrite à l'adresse suivante : Division of Special Education/Early Intervention Services, MSDE, 200 West Baltimore Street, Baltimore, Maryland 21201. Les procédures sont également disponibles sur le site Internet du MSDE : www.msde.state.md.us.

Déposition d'une plainte écrite auprès du MSDE

S'il est de l'avis d'une personne ou d'une organisation que la législation ou réglementation fédérale ou de l'État se rapportant à l'identification, à l'évaluation, au placement scolaire de l'enfant et à l'éducation gratuite appropriée de l'enfant dans une école publique, y compris que le processus d'appel n'est pas suivi, une personne ou organisation a le droit de déposer une plainte écrite et signée à l'adresse suivante : Assistant State Superintendent, Division of Special Education/Early Intervention Services, MSDE, 200 West Baltimore Street, Baltimore, Maryland 21201.

La plainte écrite doit comporter les éléments suivants :

- une déclaration affirmant que l'institution publique a enfreint une condition stipulée dans la réglementation du gouvernement fédéral ou de l'État ; et
- les faits sur lesquels se fonde la déclaration.

Cette documentation devra inclure toutes les pièces pouvant étayer la ou les allégations. Les plaintes doivent être déposées dans un délai d'un (1) an, à compter de la date de l'infraction présumée, sauf dans le cas où un délai plus long est requis parce que la situation constituant l'infraction continue d'exister. Si le plaignant réclame des services compensatoires, sa plainte doit être reçue dans moins de trois (3) ans, à compter de la date où l'infraction présumée a été commise. Le MSDE devra mener une enquête et en communiquer les résultats dans les 60 jours civils qui suivent le dépôt de la plainte écrite. Le MSDE peut permettre une extension de 60 jours uniquement dans le cas de circonstances exceptionnelles concernant une plainte particulière.

Le MSDE devra au moins :

- mener une enquête indépendante sur le terrain si le MSDE décide de sa nécessité ;
- fournir au plaignant l'opportunité de soumettre des informations supplémentaires, soit oralement soit par écrit, sur les allégations de la plainte ;
- réviser toutes les informations pertinentes et prendre une décision indépendante de savoir si une institution publique a enfreint la législation ou réglementation du gouvernement fédéral ou de l'État se rapportant à l'identification, à l'évaluation, au placement scolaire de l'enfant et à l'éducation gratuite appropriée de l'enfant dans une école publique ; et
- communiquer une décision écrite au plaignant répondant à toutes les allégations de la plainte et renfermant les constatations de fait et résultats, ainsi que les raisons de la décision finale du MSDE. La décision finale devra inclure les procédures portant sur la mise en place efficace de la décision finale, le cas échéant, y compris les activités d'assistance technique, les négociations et les actions correctives pour être en conformité.

Résolution d'une plainte

Conformément à l'autorité de contrôle général du MSDE selon l'IDEA, si le MSDE détermine qu'une institution publique n'a pas fourni les services appropriés, la décision écrite finale devra inclure la manière dont une institution publique doit remédier au refus de ces services appropriés aux besoins de l'enfant et fournir les services futurs appropriés à tous les élèves handicapés.

Plaintes et auditions garanties par les procédures

Si le MSDE reçoit une plainte écrite faisant également partie d'une audition garantie par les procédures, ou si une plainte écrite renferme plusieurs questions parmi lesquelles une au moins fait partie d'une audition, le MSDE doit mettre de côté toute partie de la plainte adressée lors de l'audition garantie par les procédures jusqu'à la conclusion de cette dernière. Cependant, toute question figurant dans la plainte ne faisant pas partie de l'audition garantie par les procédures doit être résolue selon le calendrier et les procédures décrites ci-dessus. Si une question est soulevée dans une plainte qui a été préalablement décidée dans le cadre d'une audition garantie par les procédures, mettant les mêmes parties en jeu, la décision de l'audition a force exécutoire et le MSDE devra en informer le plaignant.

Procédures de médiation

Chaque institution publique doit veiller à ce que les procédures soient établies et implémentées de manière à permettre aux parties (parents ou institutions publiques) de résoudre de manière appropriée les litiges impliquant toute question concernant une proposition, un refus ou un consentement concernant l'identification, l'évaluation, le placement scolaire, l'éducation gratuite appropriée dans une école publique (FAPE) ou les procédures disciplinaires par le biais d'un processus de médiation. Une médiation doit au moins être disponible à chaque fois qu'une audition garantie par les procédures est réclamée. Les procédures doivent veiller à ce que la médiation soit un processus volontaire auquel les parents ou l'institution publique peuvent avoir recours. La requête de médiation ne doit être utilisée ni comme moyen dilatoire ni pour dénier des droits reconnus à une personne par la législation ou la réglementation fédérale ou de l'État.

La médiation est menée par un employé du Bureau des auditions administratives (Office of Administrative Hearings [OAH]) choisi sur une base tournante, qualifié, impartial et capable, par sa formation, d'appliquer efficacement des techniques de médiation. Une personne servant de médiateur n'est pas un employé d'une institution publique ou d'une agence d'État responsable de fournir les services aux élèves handicapés ou du MSDE. Un médiateur ne peut avoir de conflits d'intérêts personnels ou professionnels. Une personne qui autrement se qualifie comme médiateur n'est pas un employé d'une institution publique ou d'une agence d'État responsable de fournir les services aux élèves handicapés ou du MSDE, uniquement parce que cette personne est rémunérée par l'État pour servir de médiateur.

- Le MSDE se charge des frais de procédure de médiation, y compris le coût d'une réunion avec les parents afin d'encourager une médiation.
- Le MSDE garde une liste de médiateurs qualifiés qui connaissent les lois et la réglementation relatives à l'éducation spéciale et aux services auxiliaires.
- Toute requête de médiation doit être déposée par écrit auprès de l'institution publique chargée de l'éducation de l'enfant. Le formulaire de requête de médiation et d'audition garantie par les procédures (Mediation/Due Process Request Form), mis au point par le MSDE et l'OAH, peut s'obtenir auprès de l'institution publique de l'école fréquentée par l'enfant. Veuillez contacter le bureau central d'assistance pour éducation spéciale de l'institution publique.
- Il incombe à l'institution publique d'envoyer une télécopie (fax) de toute requête écrite de médiation à l'OAH dans les trois (3) jours qui suivent le dépôt de ladite requête.
- C'est le droit des parents et celui de l'institution publique de se faire accompagner et assister d'un avocat pendant la médiation.
- Une séance de médiation sera prévue dans les 20 jours qui suivent la réception de la requête écrite, dans un lieu qui convient aux parents et à l'institution publique.
- Les séances de médiation se déroulent à huis clos. Les discussions qui s'y tiennent doivent rester confidentielles et ne peuvent servir ultérieurement comme preuves à aucune audition garantie par les procédures ni à aucun procès en matière civile. Il peut être demandé aux parents, ainsi qu'à l'institution publique, de signer un engagement de confidentialité au début de la médiation.
- Un accord conclu entre les parties au sujet du litige ayant occasionné la procédure de médiation doit être consigné sous forme d'un accord formel de médiation.

Réunion destinée à encourager une médiation

Une institution publique peut établir des procédures visant à exiger que les parents qui choisissent de ne pas utiliser le processus de médiation se rencontrent à une heure et un lieu convenant aux parents, en conjonction avec une partie neutre sous contrat avec Parents' Place of Maryland, Inc., Families Involved Together, Inc., ou une entité de résolution de litige de substitution appropriée qui expliquerait les avantages du processus de médiation et encouragerait les parents à s'en servir. Une institution publique ne doit pas dénier ni retarder le droit des parents à une audition garantie par les procédures si les parents ne participent pas à la réunion visant à encourager l'utilisation de la médiation.

Demande d'audition garantie par les procédures

Les parents ou une institution publique peuvent demander une audition garantie par les procédures pour examiner toute proposition ou refus de la part d'une institution publique d'initier ou de modifier l'identification, l'évaluation ou le placement éducatif de l'élève ou la mise en oeuvre des services gratuits d'éducation approprié à l'enfant (FAPE) en présentant une demande écrite d'audition garantie par les procédures à l'institution publique ou à l'OAH. L'avis de demande d'audition garantie par les procédures, qui devra rester confidentiel, est remis par les parents, l'institution publique ou l'avocat de la partie demandeuse. La demande d'audition garantie doit mentionner :

- le nom de l'élève ;
- l'adresse de résidence de l'élève (ou, pour un élève sans abri, toutes autres coordonnées disponibles) ;
- le nom de l'école ;
- le nom de l'institution publique chargée de l'éducation de l'élève (c'est-à-dire, système scolaire local) ;

- un exposé du problème de l'élève concerné par la proposition ou le refus d'initiation ou de modification, y compris les faits associés audit problème ; et
- une suggestion pour la résolution du problème dans la mesure des moyens connus ou disponibles à la partie demandeuse au moment de la notification.

Une partie demandeuse ne pourra obtenir d'audience garantie par les procédures tant qu'elle ou l'avocat la représentant ne présentera pas une notification de demande d'audience garantie par les procédures qui soit conforme aux conditions relatives au contenu de ladite notification. Un formulaire type prévu pour aider les parents et comprenant toutes les informations requises est disponible auprès de l'institution publique ou sur le site Web du MSDE. La partie demandant l'audience garantie par les procédures ne peut être autorisée à soulever des questions non soulevées dans la notification de demande d'audience garantie par les procédures pendant ladite audience, à moins que l'autre partie ne soit d'accord.

Caractère suffisant de la notification

La notification de demande d'audience garantie par les procédures est considérée comme suffisante à moins que la partie recevant ladite notification n'informe l'OAH et la partie adverse par écrit, dans les 15 jours à compter de la réception, que l'appelé pense que la notification qui lui est adressée n'est pas conforme aux conditions requises en regard du contenu. Dans les 5 jours à compter de la réception de l'avis d'insuffisance, l'OAH établira si la notification de demande d'audience garantie par les procédures est conforme aux conditions relatives au contenu et informera immédiatement les parties de sa décision par écrit.

Une partie ne peut amender sa notification de demande d'audience garantie par les procédures que si l'autre partie y consent par écrit et se voit donner une possibilité de résoudre les questions soulevées dans une réunion de résolution comme noté ci-dessous, ou si l'OAH donne sa permission au plus dans les 5 jours avant la tenue de l'audition garantie par les procédures. Le calendrier de la réunion de résolution et de l'audience garantie par les procédures est remis à zéro avec la présentation de la notification amendée de demande d'audience garantie par les procédures.

Réponse à une demande d'audience garantie par les procédures

Si l'institution publique n'a pas envoyé de notification écrite préalable aux parents couvrant les questions soulevées par les parents dans la notification de demande d'audience garantie par les procédures, elle devra, dans les 10 jours à compter de la réception de la notification, envoyer aux parents une réponse contenant :

- la raison pour laquelle l'institution publique propose ou refuse d'entreprendre ladite action ;
- un énoncé de toute autre option envisagée auparavant par l'institution publique et les raisons pour lesquelles ces options ont été écartées ;
- une déclaration faisant état des types de protection dont jouissent les parents d'un élève handicapé, selon les garanties procédurales de cette partie et, si cet avis préalable n'est pas une notification initiale d'évaluation, des renseignements indiquant comme se procurer un exemplaire des garanties procédurales ; et
- une liste de ressources que les parents peuvent contacter pour les aider à comprendre les stipulations de l'IDEA.

Cette réponse n'empêche pas l'institution publique de déclarer que la notification de demande d'audience garantie par les procédures étaient insuffisantes le cas échéant.

Lorsque la partie défendante reçoit la notification de demande d'audience garantie par les procédures, ladite partie (par ex., les parents, un avocat, l'avocat des parents, l'élève, l'institution publique ou son avocat) doit, dans les 10 jours à compter de la réception de la notification, envoyer à la partie demandeuse une réponse couvrant spécifiquement les questions soulevées dans la notification de demande d'audience garantie par les procédures.

Séance de résolution

Dans les 15 jours à compter de la réception de la notification de demande d'audience garantie par les procédures des parents, et avant le début d'une audience, l'institution publique doit organiser une réunion avec les parents et les membres concernés de l'équipe IEP étant plus particulièrement à connaissance des faits mentionnés dans la notification, comme établi par les parents et le district. Les parents et le district scolaire peuvent convenir par écrit de renoncer à la réunion de résolution ou d'utiliser le processus de médiation.

La réunion de résolution doit inclure un représentant de l'institution publique ayant un pouvoir décisionnel au nom de ladite institution et ne pourra inclure un avocat de cette même institution, à moins que les parents ne soient eux-mêmes accompagnés d'un avocat. Le but de cette réunion est, pour les parents de l'élève, de débattre des questions soulevées dans leur notification de demande d'audience garantie par les procédures afin que l'institution publique ait une chance de résoudre le problème. Si les questions ne sont pas résolues à la satisfaction des parties dans les 30 jours à compter de la réception de la notification, l'audience

garantie par les procédures pourra se tenir. L'échéancier pour l'audience garantie par les procédures commence à expiration de cette période de 30 jours.

Si une solution est trouvée, les parties doivent produire un accord légalement contraignant signé par les parents et un représentant de l'institution publique ayant pouvoir d'engager l'institution publique en question et applicable dans tout tribunal d'Etat compétent ou dans un tribunal de district des Etats-Unis. Au cas où les parties produisent un accord, une partie pourra rendre nul un tel accord dans les trois jours ouvrables à compter de la date d'exécution dudit accord.

Si une partie requiert, dans la même demande, une procédure de médiation et une audience garantie par les procédures et la partie autre que la partie demandeuse donne son accord pour une médiation, la question sera directement traitée en médiation.

Droits d'audition garantie par les procédures

Toute partie à une audition garantie par les procédures a les droits suivants :

- se faire accompagner et assister par un avocat et par des personnes ayant des connaissances ou une formation spécifiques en matière de problèmes affectant les élèves handicapés ;
- présenter des preuves, citer des témoins et soumettre des témoins à un interrogatoire contradictoire ;
- faire opposition à la présentation de preuves à l'audition, qui n'ont pas été divulguées à cette partie au moins cinq (5) jours ouvrables avant l'audition ;
- obtenir un exemplaire des minutes de l'audition, par écrit ou sur fichier électronique, à l'option des parents ; et
- obtenir un exemplaire, par écrit ou sur fichier électronique, à l'option des parents des conclusions de faits et décisions.

Au moins cinq (5) jours ouvrables avant l'audition, chaque partie devra dévoiler à toutes les autres parties toutes les évaluations terminées à cette date, ainsi que les recommandations basées sur les évaluations de la partie que celle-ci a l'intention d'utiliser pendant l'audition. Un juge d'audition peut interdire toute partie qui n'a pas respecté cette exigence de présenter les évaluations et recommandations pertinentes à l'audition garantie par les procédures sans avoir obtenu le consentement de l'autre partie.

Les parents ont le droit de demander que l'élève soit présent et d'introduire l'audition auprès du public. Chacune des auditions doit être tenue à une heure et en un endroit qui conviennent dans une mesure raisonnable aux parents et à l'élève. Le procès-verbal de l'audition, sur demande, et la décision écrite seront communiqués gratuitement aux parents.

Un ALJ doit prendre une décision avec suffisamment de justifications en établissant si oui ou non l'élève a reçu un enseignement public gratuit approprié. En toute matière impliquant une violation procédurale, un ALJ pourra décider qu'un élève n'a pas reçu un enseignement public gratuit approprié :

- seulement si les insuffisances procédurales ont prévenu l'exercice des droits de l'élève à un enseignement public gratuit approprié ;
- si l'institution publique a, de façon significative, empêché aux parents de l'enfant de jouir du droit parental de participer à la procédure décisionnelle relative à la mise à disposition d'un enseignement public gratuit approprié ;
- ou l'institution publique est responsable du déni des bénéfices de tout service éducatif.

Rien dans ces conditions n'empêche l'ALJ d'ordonner à l'institution publique de se conformer aux dispositions légales et réglementaires régissant l'éducation spéciale.

Statut de l'élève pendant les procédures

Pendant toute procédure administrative ou judiciaire (sauf au terme des dispositions de la section disciplinaire), et à moins que les parents et l'institution publique n'en conviennent autrement, l'élève restera dans l'établissement éducatif actuellement fréquenté. Si la procédure implique une demande initiale de première admission dans une école publique, l'élève doit, sur accord des parents, être placé dans un programme public jusqu'à complétion de ladite procédure. Si un chargé d'audience au cours d'une audience garantie par les procédures convient avec les parents qu'un changement de placement est approprié, le placement en cours deviendra le placement actuel de l'étudiant pendant toute la période des appels subséquents.

Echéances

Un parent ou une institution publique peut demander une audience garantie par les procédures dans les deux ans à compter de la date à laquelle les parents ou l'institution publique ont eu connaissance ou auraient dû venir à connaissance de l'objet de l'allégation justifiant la demande d'audience garantie par les procédures. Cette échéance ne s'applique pas si le parent n'a pu faire une demande d'audience en raison de fausses déclarations par l'institution publique affirmant avoir résolu le problème à la base de la plainte ou en raison de la non communication aux parents, par l'institution publique, de certaines informations devant être communiquées aux parents. L'OAH doit veiller à ce qu'une décision définitive d'audience soit prise et communiquée aux parties

dans les quarante-cinq jours à compter de l'accord entre les parties de renoncer au processus de résolution ou dans les quarante-cinq jours à compter de l'expiration des échéances de la période de résolution.

Echéances accélérées

Elève non actuellement inscrit et ne fréquentant pas l'école

Si une audience est demandée au nom d'un élève handicapé non actuellement inscrit et ne fréquentant pas l'école, l'audience doit être tenue dans les vingt jours civils à compter de la réception de la demande et une décision écrite doit être produite au plus tard dans les quinze jours civils après l'audition.

Mesures disciplinaires

Si une audience est requise au nom d'un élève handicapé relativement au placement dans un autre établissement éducatif provisoire ou à la définition d'une manifestation, l'audience doit être tenue dans les 20 jours d'école à compter de la date à laquelle l'audience est requise et une décision écrite doit être produite dans les 10 jours d'école après l'audition.

Action civile

La décision d'un ALJ est finale, à moins que celle-ci ne fasse l'objet d'un appel par les parents ou l'institution publique. Toute partie lésée par les conclusions et décisions a le droit d'intenter une action civile concernant la plainte présentée au cours de l'audition garantie par les procédures. Les parents peuvent déposer une action civile devant tout tribunal d'État de la juridiction compétente ou devant une cour de district des États-Unis, quel que soit le montant en controverse, dans un délai de 180 jours suivant la publication de la décision finale conformément aux lois du Maryland. Rien dans la présente section ne restreint ou limite les droits, procédures et recours offerts par la Constitution, la Loi sur les Américains handicapés (Americans with Disabilities Act) de 1990, le Titre V de la Loi sur la réhabilitation (Rehabilitation Act) de 1973, ou d'autres lois fédérales protégeant les droits des élèves handicapés. Si ce n'est que, avant de déposer une action civile conformément à ces lois, les parents ou une institution publique doivent avoir épuisé les procédures d'une audition garantie par les procédures avec OAH.

Dans toute action, la cour :

- recevra le dossier de l'audition garantie par les procédures ;
- entendra toute preuve supplémentaire à la demande des parents ou de l'institution publique ;
- établira sa décision sur la prépondérance de la preuve ; et
- accordera la réparation qu'elle juge être appropriée.

15e PARTIE – HONORAIRES D'AVOCATS

Dans toute action ou procédure initiée dans le cadre des dispositions IDEA 2004, le tribunal peut couvrir les frais d'avocat :

- aux parents ou tuteurs d'un élève handicapé constituant la partie gagnante ;
- à une partie gagnante - qui est le MSDE ou toute autre institution publique - contre l'avocat d'un parent présentant une plainte ou un motif subséquent d'action qui se révèle frivole, hors du raisonnable ou sans fondement, ou contre l'avocat d'un parent qui continue le litige après que ledit litige se soit clairement révélé frivole, hors du raisonnable ou sans fondement ;
- ou à une partie gagnante - qui est le MSDE ou toute autre institution publique - contre l'avocat d'un parent, ou contre un parent, si la plainte du parent ou le motif subséquent d'action a été présenté dans un but inapproprié, par exemple dans un but de harcèlement, afin de provoquer des retards superflus ou de sorte à gonfler plus que nécessaire les coûts de contentieux.

Les frais ainsi couverts sont calculés sur la base des taux appliqués de façon prévalente dans la communauté au sein de laquelle l'action a été conduite, pour le type et la qualité des services prêtés. Le calcul des frais alloués ne devra tenir compte d'aucune prime ni multiplicateur.

Les frais ne pourront être octroyés dans les conditions suivantes :

- pour toute rencontre de l'équipe IEP (programme individualisé d'éducation), à moins qu'elle ne soit convoquée suite à une audience garantie par les procédures ou une action judiciaire ;
- pour toute médiation conduite avant de présenter une demande d'audience garantie par les procédures ;
- pour les réunions de résolution ; et
- pour les services faisant suite à une offre écrite de règlement présentée au parent si :

- l'offre est faite dans la limite des échéances stipulées dans la règle 68 des règles fédérales de procédure civile, ou au cours d'une procédure administrative, plus de dix jours avant que la procédure ne commence ;
- l'offre n'est pas acceptée dans un délai de dix jours ; et
- le tribunal établit que la mesure réparatoire obtenue par les parents au cours de l'audience n'est pas plus favorable aux parents que l'offre de règlement. Les honoraires et les frais pourront être pris en charge si les parents disposaient de justifications substantielles dans leur rejet de l'offre de règlement.

Les frais pris en charge pourront être réduits dans les conditions suivantes :

- les parents ou leur avocat ont prolongé au-delà du raisonnable la résolution du litige ;
- le montant des honoraires excèdent au-delà de toute mesure raisonnable le taux horaire prévalent dans la communauté pour des services semblables prêtés par des avocats avec des capacités, une réputation et une expérience comparables ;
- le nombre d'heures et les services étaient excessifs étant donnée la nature de la procédure ; ou
- l'avocat n'a pas communiqué les informations appropriés au moment de présenter la notification de demande d'audience garantie par les procédures.

Les frais ne seront pas réduits si :

- l'institution publique a prolongé la procédure de résolution ;
- ou il y a eu violation des conditions de garantie des procédures.

Étant donné que le droit des parents à recouvrer les honoraires d'avocats dépend de la réunion de certaines conditions établies dans l'IDEA, les parents doivent discuter de cette question avec leur avocat.